Vol 11 # 48 • Du 6 au 12 Juin 2018

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

L'OPPOSITION S'OPPOSE-T-ELLE À ELLE-MÊME ?



Voir page 4

André Michel et Marjorie Michel du Rassemblement du secteur démocratique populaire

HAÏTI S'ABSTIENT DU VOTE DE L'OEA !



Voir page 4

Le ministre hatien des Affaires Etrangères Antonio Rodrigue : Haïti s'est abstenue, avec 10 autres pays. La résolution a condamné les élections du 20 mai 2018 au Venezuela comme illégitimes et propose d'expulser le Venezuela de l'organisation hémisphérique



Kominike Kolektif Jistis Min

Page 6

English Page 9



Traversée réussie pour le Festival international de psychologie africaine en Haïti !

Page 7



La grande victoire du Venezuela, c'est d'avoir un pouvoir populaire organisé !

Page 10



Italie : la FSM condamne le meurtre de Soumaila Sacko, migrant et syndicaliste de l'USB !

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Frantz Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Ing. Roosevelt René
Robert Lodimus

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

L'impérialisme américain et ses laquais à visage découvert

Par Berthony Dupont

A l'organisation des Nations-Unies (ONU) tout comme à l'Organisation des Etats-Américains (OEA), on peut voter toutes sortes de résolutions condamnant l'impérialisme américain; mais le monstre n'a jamais de quoi s'inquiéter puisque ces mesures ne seront jamais appliquées. N'est-ce pas vrai que « La raison du plus fort est toujours la meilleure » ?

Ce vieil adage réactionnaire qui exprime bien la pensée et l'action de la tyrannie fasciste du gouvernement actuel des Etats-Unis à dicter aux autres pays la conduite à tenir est une manœuvre de subversion et de sabotage pour pouvoir mieux orienter la diplomatie occidentale vers l'objectif qu'elle s'est toujours proposée d'atteindre.

A savoir étendre sa stratégie jusqu'à assurer le contrôle de Washington à la fois sur des ressources pétrolières de la région et à l'accès à ces ressources comme ses propres réserves. Pour parvenir à ses fins, il encourage de façon systématique non seulement des crises internes, mais n'hésite pas non plus à éliminer complètement un régime pour le remplacer par un autre, collaborateur zélé, de façon à débloquer une situation apparemment sans issue. Voilà pourquoi aux yeux de l'empire, les élections au Venezuela ne sont pas démocratiques ; pourtant celles d'Haïti empreintes de fraude flagrante, auxquelles le peuple n'a pas même participé ont été déclarées exemplaires. Triste ironie !

Peuple frère du Venezuela ! Votre victoire électorale a marqué l'histoire, puisqu'elle a acculé l'ennemi des peuples en lutte pour un autre monde à montrer ses griffes et son vrai visage. «Traqué, la bête a hurlé et vomi». C'est une grande victoire pour tous les peuples exploités, méprisés, trainés dans la boue par les gangsters et les cow-boys de l'impérialisme.

Par votre victoire électorale, le grand monstre qui se nourrit du sang et de la sueur des peuples a subi une défaite retentissante ; moralement, un coup mortel qui l'a poussé au bord d'un fou désespoir.

Par ce vote de la honte à l'OEA, les agresseurs impérialistes ont voulu piétiner non seulement les dernières élections, mais la conviction et les droits légitimes du peuple vénézuélien de façon à le priver de sa liberté de penser et d'agir.

Peuple frère du Venezuela ! Vous marchez maintenant sur les pas de Cuba, soyez en fier! C'est un acte important pour la marche irréversible de votre histoire et pour l'ascension de la révolution bolivarienne et de son leader symbolique et emblématique Hugo Chavez.

Peuple frère du Venezuela, l'OEA, cette assemblée censée représenter des nations surexploitées, surhumiliées ne semble pas convenir aux peuples révolutionnaires comme le vôtre, mais bien à des régimes et à des gouvernements sans scrupules, des laquais toujours prêts à la génuflexion et à dire yes sir. Ils n'ont aucune position souveraine et indépendante à défendre, sauf celle des intérêts du grand monstre impérial. Dans cette catégorie, on peut citer tous les pays qui ont voté pour votre exclusion et même ceux qui se sont abstenus. Et Bravo à la Bolivie, la Dominique et à Saint-Vincent-et-les Grenadines qui sont restés solidaires!

L'OEA n'est qu'un appendice de l'impérialiste américain. Ce super-monstre contrôle toujours ses alliés qui sont la source dont il tire profit par leur exploitation à outrance. Ce troupeau de laquais du monstre ne fait que persister dans leur aveuglement et ils sont ceux-là mêmes qui par leur comportement plat et leur nature allègrement reptile tolèrent et bénissent la bête impériale dans ses actions les plus viles. Voilà pourquoi la confiance des peuples opprimés, luttant pour leur liberté a toujours été trahie par la complicité de ceux-là même qu'ils considèrent être leurs amis.

Le peuple et le gouvernement légitime du Venezuela viennent d'en faire l'expérience ; mais nous avions la ferme et l'inébranlable conviction que les masses révolutionnaires du Venezuela triompheraient à coup sûr lors de leur dernière expérience électorale, puisque leur combat contre l'impérialisme, pour la souveraineté, l'indépendance et la libération est juste. N'ayez pas peur, peuple vénézuélien, car le socialisme est le prolongement naturel de la lute pour la libération nationale. C'est la loi du développement de l'histoire que les agresseurs impérialistes soient défaits et que les masses populaires triomphent.

Le peuple haïtien en lutte afin qu'il soit maitre de son destin se doit de tirer des leçons. Face à ce monstre et ses satellites de pays dans la région, on ne peut jamais compter sur des hommes et des femmes au pouvoir idéologiquement acquis au service de l'ennemi.

Les syndicats ne lâchent pas !

Dans une conférence de presse donnée le lundi 4 juin, des syndicats des ouvriers de la sous-traitance notamment le Gostra-Ctsp et la coordination nationale des ouvriers haïtiens (CNOHA) pour l'augmentation du salaire minimum à 1000 gourdes ont annoncé une série de manifestations dans les prochains jours.

Ainsi, selon le Coordonnateur du CNOHA, Dominique Saint Eloi, les travailleurs ne chômeront pas, ils seront dans les rues les 11,12, 13 et 14 juin 2018 toujours dans le but d'exiger l'amélioration de leurs conditions de travail et l'augmentation du salaire minimum.



Dominique Saint Eloi

Jean Gabriel Fortuné un magistrat démissionnaire !

Le dimanche 3 juin 2018 dernier, le maire principal des Cayes, Jean Gabriel Fortuné a confirmé lui-même sa démission de son poste. « *C'est confirmé! C'est officiel! Je ne suis plus maire des Cayes. J'ai démissionné* » a-t-il indiqué au journaliste Guerrier Henri.

Selon ses propres déclarations, il a pris cette position « juste pour empêcher que sa famille soit victime » particulièrement sa fille menacée par ses opposants qui depuis un laps de temps manifestaient contre lui de façon à dénoncer sa gestion au sein de la Mairie, et plus précisément contre son projet de démolir le bâtiment logeant le marché. Cette mobilisation exprime la revendication des petits commerçants du marché principal des Cayes « Nous sommes venus protester contre la décision du maire Jean Gabriel Fortuné de nous délocaliser sans nous offrir une perspective de relocalisation »



Jean Gabriel Fortuné

Le président de l'Association des Maires du Sud, Frisnel Chéry, pour sa part a également confirmé la nouvelle en prenant le soin de souligner qu'il n'a pas été averti d'une telle décision en tant que président de l'Association des Maires du Sud. L'AMSUD ne compte pas accepter cette démission puisqu'elle aura des impacts néfastes sur la collectivité, a précisé Frisnel Chery. Ce dernier appelle au ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales de ne pas accepter la lettre de démission de M. Jean Gabriel Fortuné.

Par ailleurs, les employés de la mairie ont été pris de panique ; puisque la démission d'un membre du cartel entraine également le remplacement des deux autres maires et leur remplacement par un nouveau conseil municipal. En ce sens, les travailleurs ont suggéré au magistrat de ne pas démissionner et pour cela ils ont arrêté de travailler pour exprimer leur solidarité avec Gabriel Fortuné.

L'épouse de Vladjimir Legagneur auditionnée par la justice !



Fleurette Guerrier Legagneur au centre

Le lundi 4 juin, la femme du journaliste disparu Fleurette Guerrier Legagneur a été entendue pendant plus de quatre heures d'horloge par le juge Wilner Morin, qui a la charge d'instruire ce dossier dans le cadre de la disparition de son époux Vladjimir Legagneur, photographe indépendant qui devait réaliser un reportage le 14 mars dernier dans la localité de Grand-Ravine, à Martissant.

« Je veux savoir exactement ce qui s'est passé et voir ce que l'Etat va dire » a déclaré Mme Legagneur qui également a dit espérer « que cette enquête ne va pas se poursuivre indéfiniment ; et que la lumière soit faite sur la disparition de mon mari ». Mme Legagneur était accompagnée de l'avocat de la famille Me Jacques Letang du Bureau des droits humains en Haïti(BDHH).

Des journalistes du « Kolektif 2 dimansyon » (K2D), du forum Media info plus (MI+), de l'Union des journalistes photographes haïtiens (UNJPH), et d'autres associations de journalistes en solidarité avec leur collègue et avec sa famille avaient profité de cette occasion pour organiser un sit-in de deux jours les 4 et 5 juin, respectivement devant les locaux du Palais de justice, à Port-au-Prince.

Dans la même veine, une gerbe de fleurs a été déposée devant le palais de Justice, où on pouvait lire sur une pancarte flanquée de bougies allumées « Jodi a se Vladijmir demen se Ki yès ? »

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions conformes du ministère public, maintient le défaut contre les assignés ci-dessus désignés pour faute de comparaitre, pour le profit accueille l'action du requérant Eddy Tropnas ; en conséquence ordonne le déguerpissement des assignés Jean Louisnord Louissaint, Job Henry, Gaston Sanon, Ovoinier Laguerre, Renel Morceney, Rosius Rosiclaire, Siadel Chérubin, Lebien Dolciné et tous autres occupants illégaux sur cette propriété ; condamne les assignés chacun à dix mille gourdes de dommages et intérêts pour les préjudices causés au requérant ; accorde l'exécution provisoire sans caution aux termes de l'article 276 du CPC. Commet l'huissier Ducerlus Nathan pour la signification du présent jugement ; condamne enfin les assignés aux frais et dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Wadson Brown, juge, en présence de Me Aldrin Joassaint S/Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffier Djim Gué, en audience ordinaire et publique du mercredi vingt-trois mai deux mille dix-huit, An 215e de l'Indépendance.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main ; à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

Collationnée pour expédition conforme à la minute

Djim Gué, greffier en chef

PAR CES MOTIFS

Nous Me Paul PIERRE juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi onze avril 2018 après en avoir délibéré conformément à la loi, le Ministère Public entendu :

- déclarons compétents pour entendre cette affaire;
-accueillons l'action de la partie demanderesse pour être juste et fondée
-maintenons le défaut octroyé à l'audience précitée ;
-admettons en conséquence le divorce de la dame Bhermann Marc Saint Vil née Marie Mirlène DERISSE d'avec son époux Bhermann Marc Saint Vil pour injures graves et publics ;
-prononçons la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux;
-ordonnons à l'Officier de l'Etat Civil de la commune de Pétion-Ville de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des journaux s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y echet;
-commettons l'huissier Jean Joseph Donald Cadet de ce tribunal pour la signification de ce jugement ; -compensons les dépens ; Ce qui sera exécuté.

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Paul Pierre, juge au Tribunal de première instance de Port-au-Prince en présence de Me Paul WESLEY, représentant du ministère public et avec l'assistance de Monsieur Homère RAYMOND, greffier, ce mercredi dix-huit (18) avril deux mille dix-huit, An 215e de l'Indépendance.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main ; à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du Juge et du Greffier.

Ainsi signé : Paul PIERRE Juge et Homère RAYMOND, Greffier

Pour expédition conforme collationnée

Le greffier

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après avoir délibéré au vœu de la loi, dit que le sieur Line Dambreville venant aux droits de son feu père Navuis Dambreville, a été troublé dans sa possession ; ordonne en conséquence son maintien possessoire immédiat sur ladite portion de terre envahie sise à Cadiac quatrième section communale de Miragoane , accusant une superficie de quatre-vingt dix-sept centièmes et trente-six millièmes (97/100) et (36/1000) de carreau de terre ; fait injonction aux sieurs et dame Gérard Auguste, les héritiers Wattman représentés par Yves Wattman et consorts ; la dame Manila Land tous demeurant et domiciliés à Cadiac, 4è section communale de Miragoane, de ne plus troubler tant à présent qu'à l'avenir la possession du sieur Line Dambreville venant aux droits de son feu père Navuis Dambreville ; condamne les défenseurs à dix mille gourdes (10.000) de dommages intérêts aux frais et dépens ; commet l'huissier Carlo Fleurant pour la signification du présent jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Roode Laborde, juge en audience civile et publique du mardi 20 mars 2018, avec l'assistance du sieur Jean-Jude Scipion greffier du siège, An 215è de l'Indépendance.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main ; à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi, cette présente sentence est signée par Me Roode Laborde Juge et le sieur Jean-Jude Scipion Greffier du siège.

Pour expédition conforme et collationnée à la minute

Me Anthony Petit Frère, Av.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré conformément à la loi et sur les conclusions conformes du ministère public, accueille l'action en divorce intentée par le sieur Barby DENIS pour être régulière en la forme en se déclarant compétent; maintient le défaut accordé à l'audience du trois (03) juin deux mille seize contre la dame Marie Hélène Jennifier NOEL pour défaut de comparaitre, ce conformément aux dispositions de l'article 217 du Code de procédure Civil; et quant au fond admet et prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre la dame Marie Hélène Jennifer NOEL et du sieur Barby DENIS pour injures graves et publiques ; ordonne qu' un extrait du dispositif dudit jugement soit, à la diligence du requérant, transcrit sur les registres à ce destinés de l'officier de l'Etat Civil de la section Est de Port-au-Prince après que toutes les formalités légales auront été remplies ; compense les dépens en raison de la qualité des parties ; commet enfin l'huissier du siège, Vilnéret GABRIEL pour la signification de ce jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Widner THEANO, juge en audience publique et civile en ses attributions de divorce, ce vendredi huit (08) juillet deux mille seize, en présence de Me Mirlande Dubiche PREVOST faisant office du Ministère Public et avec l'assistance du sieur Joseph Jean Josué, notre greffier.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main ; à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du Juge et du Greffier.

Pour expédition conforme collationnée

Joseph Jean Josué Greffier

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen et sur les conclusions conformes du ministère public, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à l'audience du trois(03) octobre deux mille dix-sept (2017); pour le profit, déclare fondée la dite action; admet en conséquence le divorce du sieur Wislly HERARD d'avec son épouse née Pascaline DIOLCE pour injures graves et publiques; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux; ordonne à l'officier de l'état civil de Petite Rivière de Nippes de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; commet l'huissier Morale Jean Pierre de ce tribunal pour la signification du présent jugement ; compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Marideline PAUL , juge en audience civile, ordinaire et publique du quinze (15) janvier deux mille dix-huit (2018) en présence de Me Kinsly BENJAMIM Commissaire du Gouvernement a.i de ce ressort, avec l'assistance du sieur Emmanuel DESIR, greffier du siège.

Il est ordonné... etc

En foi de quoi... etc

Pour la publication, Me Wilter LEGER, Avocat

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, statue publiquement en ses attributions de loyers jugeant à charge d'appel ; accueille l'action en validité de congé de location intentée par le sieur Jean Joseph Alexandre représenté par son mandataire le sieur Saintiné Pierre André pour être régulière en la forme ; en se déclarant compétent, maintient le défaut accordé à l'audience du vingt-deux (22) novembre deux mille dix sept contre la dame Marie Nicolas pour faute de comparaitre ; et quant au fond, accorde au sieur Jean Joseph Alexandre le délai de quatre (4) ans pour faire place nette des lieux ; dit que le délai commencera à courir à partir de la signification de la sentence à sortir et prendra fin le 18 novembre 2021 ; dit que pour bénéficier du délai accordé, le demandeur est astreint au paiement régulier et à date fixe, ses redevances locatives le 18 novembre de chaque année ; dit et déclare quant au non paiement et sur un commandement de payer demeuré infructueux dans le délai d'un (1) jour franc, il perdra le bénéfice de ce congé et sera déguerpi conformément à la loi ; condamne tout contestant aux dépens ; commet enfin l'huissier du siège Ruland Francois pour la signification de ce présent jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Marie Carole Bernard, juge en audience publique, et en ses attributions civiles de loyer ce mercredi vingt-deux (22) novembre deux mille dix sept, assisté du greffier Jean Patrice Lafrance.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main ; à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi, la minute de cette décision est signée du Juge et du Greffier.

Pour expédition conforme collationnée

Me Narcesse Solage, Avocat

Jean Patrice Lafrance, Greffier

L'opposition s'oppose-t-elle à elle-même ?



L'ex- sénateur et candidat à la présidence de la plateforme de Pitit Desalin, Moise Jean-Charles



L'avocat de Pitit Desalin, Me Evel Fanfan



Le Dr Schiller Louidor de Fanmi Lavalas

Par Isabelle L. Papillon

Ce lundi 3 juin 2018, sur les antennes de différentes medias de la Capitale, l'opposition au gouvernement en place dénommée « Rassemblement du secteur démocratique populaire » a offert un spectacle sans pareil de luttes intestines (on voudrait dire intestinales) qui n'ont réellement rien à voir avec les nombreuses revendications des masses populaires.

Dès le petit matin à l'émission de nouvelles « Première occasion » sur les antennes de Radio Caraibes, l'ex- sénateur et candidat à la présidence de la plateforme de Pitit Desalin, Moise Jean-Charles a annoncé les couleurs, en expliquant comment les autres membres du Rassemblement ont voulu tourner le pays en dérision. La signature d'un accord de principe, suivie d'une conférence de presse pour annoncer un calendrier d'activités communes de l'opposition unifiée a été annoncée pour le vendredi 1e juin 2018.

A sa grande surprise, cette activité a été annulée par certains organisateurs sans son consentement et d'autres rencontres ont été organisées auxquelles il n'avait pas été invité. Ainsi, il accusa tout de go le Dr Schiller Louidor et Nènel Cassy de Fanmi Lavalas, André Michel et Marjorie Michel de vouloir l'exclure de ce mouvement par des magouilles.

A la suite de cette déclaration, le Dr Schiller Louidor lui-même répondit à Moise sur les ondes de Radio Zenith pour lui signaler qu'il voulait boycotter le mouvement parce qu'il est au service de la bourgeoisie, particulièrement l'homme d'affaires Reginald Boulos. Tout de suite après, Moise lui rendit la monnaie de sa pièce accusant également Louidor que c'est sur diktat de ses patrons qu'il a renvoyé la signature prévue de l'accord de principe et profité de cette situation pour mener une campagne de désinformation médiatique contre lui. Des acrobaties qui cachent les turpitudes d'hommes et de femmes en train de défendre leurs intérêts et ceux de leurs patrons.

L'avocat de Pitit Desalin, Me Evel Fanfan, a confirmé les déclarations de Moise expliquant qu'à aucun moment son camp n 'était décidé à participer à la réunion pour signer l'accord même quand 14 partis proches d'eux avaient présenté une note d'inquiétude, note que Evel Fanfan lui- même avait envoyée au sénateur Cassy simplement à titre d'information.

A ce propos, le sénateur Antonio Cheramy alias Don Cato fut obligé d'intervenir pour demander à ses pairs de mettre un peu d'eau dans leur vin.

Le même débat a continué sur Scoop FM avec tout d'abord un appel téléphonique de Moise Jean-Charles pour encore expliquer ce qui s'était passé au cours du week-end lequel on le rendait responsable; alors qu'il était en quelque sorte une victime. Tandis que Moise intervenait, Marjorie Michel a appelé la station pour se mêler de la partie de façon à donner elle-même sa version des faits. Juste après Marjorie, Me Fanfan a rappelé pour la démentir et expliquer en quelque sorte la situation; ce que l'animateur a qualifié de vérité. Et ce fut le menu de la journée sur les ondes que Radio Kiskeya s'est contentée de résumer tout en signalant les positions de Moise Jean-Charles.

L'ancien sénateur du Nord accusé par ses pairs leurs renvoya la balle en les sommant « d'aller voir leurs patrons pour décider exactement quand il y aura une réunion. Je leur donne jusqu'à mercredi 6 juin pour qu'ils puissent trouver un terrain d'entente en vue de la tenue de cette signature du protocole d'accord ». Sinon jeudi 7 juin, il annoncera dans une conférence de presse qu'il prendra ses distances avec eux.

Selon le Dr Louidor « le secteur n'entend pas respecter l'ultimatum de l'ancien sénateur Moïse Jean-Charles »

suite à la page(5)

Haïti s'abstient du vote de l'OEA !

Par Kim Ives

Malgré qu'elle doit au Venezuela plus de 2 milliards de dollars à titre de paiements pour livraison de pétrole , Haïti n'a pas défendu la République bolivarienne contre une résolution agressive promue par les Etats-Unis à la 48ème Assemblée Générale de l'Organisation des Etats Américains (OEA) à Washington, DC les 4 et 5 juin 2018.

Au lieu de cela, Haïti s'est abstenue, avec 10 autres pays. La résolution a condamné les élections du 20 mai 2018 au Venezuela comme illégitimes et propose d'expulser le Venezuela de l'organisation hémisphérique. Le 5 juin, 19 nations ont voté pour la résolution contre quatre.

Déjà, en mai 2017, le Venezuela avait déclaré qu'il se retirerait de l'organisation, souvent surnommée le «ministère des affaires coloniales de Washington». Toutefois, ce retrait, qui prend deux ans, ne sera effectif qu'au mois d'avril 2019, a indiqué le Venezuela.

L'abstention d'Haïti signale un affaiblissement de sa défense du Venezuela. En mars 2017, Harvel Jean-Baptiste, alors Ambassadeur de l'OEA en Haïti (nommé par le Président Jocelerme Privert), avait prononcé un discours fort, défendant la souveraineté du Venezuela de même qu'il avait voté contre une résolution anti-Venezuela similaire, aidant ainsi à vaincre l'empire.

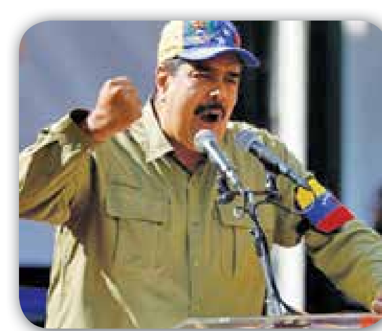
Cette fois-ci après une intense campagne de lobbying aux États-Unis, seuls trois pays se sont joints au Venezuela pour voter contre la dernière résolution: la Bolivie, la Dominique et Saint-Vincent-et-les Grenadines.

« Nous n›avons pas de position », a déclaré l›ambassadeur d›Haïti à l›OEA, Léon Charles, lorsqu'un journaliste de Haïti Liberté l›a rejoint à l›Assemblée générale juste avant le vote de la honte. Il a répondu tout bonnement « Haïti est une amie proche des Etats-Unis et une amie proche également du Venezuela, alors vous comprenez? C›est une question très sensible. Je ne peux pas aller plus loin »

Malgré sa position pusillanime, Haïti est toujours réprimandée et punie par Washington. Le service d'information pro-gouvernemental Haïti-Libre [ndlr. qu'on ne doit jamais confondre avec Haïti Liberté] a rapporté le 5 juin que les abstentions d'Haïti sur la question vénézuélienne « *frustrent et agacent de plus en plus l'administration Trump et certains législateurs américains* ».

Le 4 juin, Haïti n'a pas été invitée à une réception spéciale de la Maison Blanche, organisée par le vice-président Mike Pence et son épouse Karen, pour 22 dirigeants de pays et du gouvernement complotant avec les États-Unis contre le Venezuela.

Après avoir offert les salutations du Président Donald Trump comme «un grand champion de la sécurité, de la prospérité et de la liberté dans l'hémisphère occidental», Mike Pence a déclaré à l'OEA le 7 mai que «plus que toute autre nation de notre hémisphère, au Venezuela, la tragédie de la tyrannie s'étale pleinement. Et le blâme peut être carrément mis au compte d'un homme: Nicolás Maduro, » le président nouvellement réélu avec 68% des voix.



Nicolas Maduro « Nous dénonçons l'OEA et nous quittons l'OEA » « Du ministère des colonies, nous partons. Nous ratifions que nous partons. Il nous reste treize mois sur les 24 mois que nous devons attendre pour que notre demande de départ soit effective. Ce jour-là, nous aurons un parti national. Quand le Venezuela quittera l'OEA, nous aurons une fête nationale. Nous allons en faire des fêtes dans tout le pays »

Lors de la réception de la Maison Blanche, Pence a dénoncé la « *dictature de Maduro* », affirmant que « *le Venezuela, autrefois si grand, est maintenant un Etat failli* ». Pence a ensuite menacé d'un ton à peine voilé des pays comme Haïti. « *Tenez-vous avec nous et sachez que nous resterons avec vous* », pour ajouter ensuite « Travaillez avec nous et nous travaillerons avec vous. »

Carlos Trujillo, ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'OEA, a confirmé au Miami Herald qu'Haïti et d'autres qui ne s'inclinent pas complètement devant les États-Unis « seraient délibérément exclus de la liste des invités» à la réception de la Maison Blanche.

En avril, le sénateur Marco Rubio (R-FL), un ennemi enragé de Maduro, a rencontré le président haïtien Jovenel Moïse. Il l'a invité à se joindre à la campagne de Washington contre les élections et la démocratie au Venezuela.

Alors que l'Assemblée générale de l'OEA se dirigeait vers son résultat inévitable, le président Maduro sur un ton de défi, a déclaré le 4 juin : « Nous dénonçons l'OEA et nous quittons l'OEA » « Du ministère des colonies, nous partons. Nous ratifions que nous partons. Il nous reste treize mois sur les 24 mois que nous devons attendre pour que notre demande de départ soit effective. Ce jour-là, nous aurons un parti national. Quand le Venezuela quittera l'OEA, nous aurons une fête nationale. Nous allons en faire des fêtes dans tout le pays »

Les 18 pays suivants ont voté pour la résolution d'expulser le Venezuela: Argentine, Bahamas, Barbade, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Guyana, Honduras, Jamaïque, Mexique, Panama, Paraguay, République Dominicaine, Pérou et Sainte-Lucie.

A part Haïti les 10 autres pays qui se sont abstenus sont : Antigua-et-Barbuda, Belize, l'Equateur, le Salvador, la Grenade, le Nicaragua, Saint-Kitts-et-Nevis, le Suriname, Trinité-et-Tobago et l'Uruguay.

« *Les problèmes du Venezuela doivent être réglés par les Vénézuéliens eux-mêmes»*, a déclaré le ministre haïtien des Affaires étrangères, Antonio Rodrigue, dans son discours à l'Assemblée générale du 4 juin. «C'est la seule manière de parvenir à une solution durable. »

C'est une affirmation assez vraie, mais beaucoup trop abstraite et vague, pas un cri déchirant de solidarité comme celui exprimé par la Bolivie : « Nous condamnons l›intention interventionniste du vice-président américain Mike Pence qui a été défait dans son plan de coup d›Etat contre le Venezuela et a annoncé qu›il demanderait à l›OEA la suspension de notre nation sœur », a tweeté le président bolivien Evo Morales. Il déclara que Washington utilise l'OEA comme un «*bâton répressif*» contre le Venezuela.



Le vice président américain Mike Pence

Dans son discours à l'OEA, le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a déclaré qu'il y a aujourd'hui un «*démantèlement complet de la démocratie*» et une «*catastrophe humanitaire déchirante*» au Venezuela.» «En plus de la suspension, j'appelle les Etats membres à appliquer une pression supplémentaire sur le régime de Maduro avec des sanctions financières et un isolement diplomatique …» ''*Comment vont-ils nous éjecter d'une organisation que nous avons déjà quittée*? «a demandé le ministre des Affaires étrangères du Venezuela Jorge Arreaza dans sa réponse à Pompeo à l'OEA «*Nous avons l'autorité morale*», a déclaré M. Arreaza, ajoutant : «*vous n'avez pas d'autorité morale*», a-t-il dit à Pompeo, soulignant les invasions américaines du Panama en 1989 et de la République dominicaine en 1965.

PAR CES MOTIFS

le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi dit, accueillir l'action du requérant pour être juste et fondée ; maintient le défaut octroyé à l'audience contre le cité à l'audience du vendredi 26 janvier 2018 ; en conséquence résilie le bail liant les parties pour non paiement de loyers ; ;ordonne subséquemment le déguerpissement du cité dans la maison de la requérante par lui occupée à titre de locataire laquelle maison sise à la rue Marcel Toureau #3 Pétion-Ville; accorde l'exécution provisoire sans caution du présent jugement sur le chef de déguerpissement ; accorde les réserves au requérant de réclamer le paiement des loyers non payés par devant qui de droit. Condamne enfin le sieur Eudy Santana Juan Pimentel aux dépens ; commet l'huissier Emmanuel THULMA pour la signification du présent jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Roland DUVELSON, juge en audience extraordinaire du mardi treize mars deux mille dix-huit An 215è de l'Indépendance avec l'assistance de Madame Nadia BERNADIN greffière.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main ; à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du Juge et du Greffier,

Ainsi signé :

Me Nadia BERNADIN, greffière

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit, déclare fondée ladite action.

Admet en conséquence le divorce du sieur Montelaire DANGER d'avec son épouse née Guerline Dossous DANGER pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse.

Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux.

Ordonne à l'officier de l'état civil de la section Est de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet.

Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement ;

Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Marleine Bernard DELVA juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi quatre mai deux mille dix-sept, en présence de Me Roger SIMPLICE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, greffier du siège.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main ; à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du Juge et du Greffier susdits.

Ainsi signé : Marleine Bernard DELVA et Mozart TASSY

Pour expédition conforme collationnée

Le greffier

L’Etat (par Lénine; extrait de L’Etat et la révolution) Par quoi remplacer la machine d’Etat démolie ?

Ainsi, la Commune semblait avoir remplacé la machine d’Etat brisée en instituant une démocratie "simplement" plus complète : suppression de l’armée permanente, électivité et révocabilité de tous les fonctionnaires sans exception. Or, en réalité, ce "simplement" représente une œuvre gigantesque : le remplacement d’institutions par d’autres foncièrement différentes. C’est là justement un cas de "transformation de la quantité en qualité" : réalisée de cette façon, aussi pleinement et aussi méthodiquement qu’il est possible de le concevoir, la démocratie, de bourgeoise, devient prolétarienne ; d’Etat (=pouvoir spécial destiné à mater une classe déterminée), elle se transforme en quelque chose qui n’est plus, à proprement parler, un Etat.

Mater la bourgeoisie et briser sa résistance n’en reste pas moins une nécessité. Cette nécessité s’imposait particulièrement à la Commune, et l’une des causes de sa défaite est qu’elle ne l’a pas fait avec assez de résolution. Mais ici, l’organisme de répression est la majorité de la population et non plus la minorité, ainsi qu’avait toujours été le cas au temps de l’esclavage comme au temps du servage et de l’esclavage salarié. Or, du moment que c’est la majorité du peuple qui mate elle-même ses oppresseurs, il n’est plus besoin d’un "pouvoir spécial" de répression ! C’est en ce sens que l’Etat commence à s’éteindre. Au lieu d’institutions spéciales d’une minorité privilégiée (fonctionnaires privilégiés, chefs de l’armée permanente), la majorité elle-même peut s’acquitter directement de ces tâches ; et plus les fonctions du pouvoir d’Etat sont exercées par l’ensemble du peuple, moins ce pouvoir devient nécessaire.

.....

Electivité complète, révocabilité à tout moment de tous les fonctionnaires sans exception, réduction de leurs traitements au niveau d’un normal "salaire d’ouvrier", ces mesures démocratiques simples et "allant de soi", qui rendent parfaitement solidaires les intérêts des ouvriers et de la majorité des paysans, servent en même temps de passerelle conduisant du capitalisme au socialisme. Ces mesures concernent la réorganisation de l’Etat, la réorganisation purement politique de la société, mais elles ne prennent naturellement tout leur sens et toute leur valeur que rattachées à la réalisation ou à la préparation de l’"expropriation des expropriateurs", c’est-à-dire avec la transformation de la propriété privée capitaliste des moyens de production en propriété sociale.

"La Commune, écrivait Marx, a réalisé ce mot d’ordre de toutes les révolutions bourgeoises, le gouvernement à bon marché, en abolissant ces deux grandes sources de dépenses : l’armée permanente et le fonctionnarisme d’Etat."

Suppression du parlementarisme

……

Mais si l’on pose la question de l’Etat, si l’on considère le parlementarisme comme une de ses institutions, du point de vue des tâches du prolétariat dans ce domaine, quel est donc le moyen de sortir du parlementarisme ? Comment peut-on s’en passer ?

……..

Certes, le moyen de sortir du parlementarisme ne consiste pas à détruire les organismes représentatifs et le principe électif, mais à transformer ces moulins à paroles que sont les organismes représentatifs en assemblées "agissantes". "La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois."

Un organisme "non parlementaire mais agissant", voilà qui s’adresse on ne peut plus directement aux parlementaires modernes et aux "toutous" parlementaires de la social-démocratie ! Considérez n’importe quel pays parlementaire, depuis l’Amérique jusqu’à la Suisse, depuis la France jusqu’à l’Angleterre, la Norvège, etc., la véritable besogne d’"Etat" se fait dans la coulisse ; elle est exécutée par les départements, les chancelleries, les états-majors. Dans le parlements, on ne fait que bavarder, à seule fin de duper le "bon peuple".

……….

Au parlementarisme vénal, pourri jusqu’à la moelle, de la société bourgeoise, la Commune substitue des organismes où la liberté d’opinion et de discussion ne dégénère pas en duperie, car les parlementaires doivent travailler eux-mêmes, appliquer eux-mêmes leurs lois, en vérifier eux-mêmes les effets, en répondre eux-mêmes directement devant leurs électeurs. Les organismes représentatifs demeurent, mais le parlementarisme comme système spécial, comme division du travail législatif et exécutif, comme situation privilégiée pour les députés, n’est plus. Nous ne pouvons concevoir une démocratie, même une démocratie prolétarienne, sans organismes représentatifs : mais nous pouvons et devons la concevoir sans parlementarisme, si la critique de la société bourgeoise n’est pas pour nous un vain mot, si notre volonté de renverser la domination de la bourgeoisie est une volonté sérieuse et sincère et non une phrase "électorale" destinée à capter les voix des ouvriers, comme chez les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, chez les Scheidemann* et les Legien**, les Sembat*** et les Vandervelde****.



Lénine: “Briser d’emblée la vieille machine administrative pour commencer sans délai à en construire une nouvelle, permettant de supprimer graduellement tout fonctionnarisme, cela n’est pas une utopie”

Il est extrêmement symptomatique que, parlant des fonctions de ce personnel administratif qu’il faut à la Commune comme à la démocratie prolétarienne, Marx prenne comme terme de comparaison le personnel "de tout autre employeur", c’est-à-dire une entreprise capitaliste ordinaire avec ses "ouvriers, surveillants et comptables".

………

Il ne saurait être question de supprimer d’emblée, partout et complètement, le fonctionnarisme. C’est une utopie. Mais briser d’emblée la vieille machine administrative pour commencer sans délai à en construire une nouvelle, permettant de supprimer graduellement tout fonctionnarisme, cela n’est pas une utopie, c’est l’expérience de la Commune, c’est la tâche urgente, immédiate, du prolétariat révolutionnaire.

Source:

Midi insoumis, populaire et citoyen. lundi 17 novembre 2008

Ascension

Le ciel est descendu bas
Si bas que j'ai trempé mes doigts
dans la fraîcheur des nuages

Le ciel est descendu bas
Si bas que j'ai chiffonné le satin bleu
du firmament

Au temps de l'enfance
Lorsque mes rêves en tourterelles vagabondes
S'en allaient..becquetant les étoiles
Une épingle tomberait dans mes yeux
Disait mon père...

Mais depuis
J'ai grandi sur la terre de ma jeunesse...
Aujourd'hui
Je suis un cerf-volant qui a rompu sa ficelle
Je plane sur des continents en effervescence
J'invite les enfants à suivre ma course azurée

Et toi petite fille
Monte
Monte jusque vers moi
Nous allons renverser la cuvette du ciel
Et lancer à la face de chaque homme
un paquet d'étoiles

Cauvin Paul

Suite de la page (4)

Il semblerait que, suite à cet incident, le parti Fanmi Lavalas, dans une note signée par Maryse Narcisse qui circulait sur les réseaux sociaux et parmi certains membres du parti, n’a pas reconnu les initiatives entreprises par le Dr Schiller Louidor. Ce dernier demanda alors à Maryse sur les ondes de radio Kiskeya de clarifier cette lettre, car lui, il n’avait rien fait qui fût pour ou contre la ligne du Parti.

Le Dr Schiller Louidor pensait oublier Maryse ; mais l'ancienne candidate perdante vient de le rappeler à l’ordre et cela publiquement comme quoi personne n’a le droit de signer aucun document au nom du Parti qu’elle dirige (du moins apparemment).

Tout cela nous montre qu’il n’y a rien de sérieux au sein de ces entreprises privées qualifiées de l'étiquette trompeuse de Parti ou Plate-forme Politique. Ces gens ne font que s'agiter et défendre leurs propres petits intérêts personnels; à savoir remplacer le régime en place pour la continuité du statu quo. Ils devraient se rappeler pourtant que le crayon du peuple n’a pas de gomme ; bonne note a été prise, messieurs et dames !

En effet, cette opposition opportuniste, sans principe, parasite, au sein de laquelle il faut ranger l’ex-sénateur Dieuseul Simon Desras, Anthony Barbier, Jude Célestin et autres fantoches du même acabit, n’est nullement différente du régime de Moise/Lafontant. En fait, ce sont les mêmes intérêts de classe qu'elle défend à l'encontre des aspirations populaires. C’est dans cette optique qu’elle s’avilit elle-même. Pensant tromper le peuple, pourtant elle se trompe elle-même !

Pendant que cette opposition se déclare opposée au PHTK, pourtant elle ne défend au fond que les mêmes idéaux de ces bandits légaux. En somme, prise à son propre piège, elle ne s’oppose qu’à elle-même !

Nòt pou laprès Brigade Syndical Anti Corruption, SYGH, SEOAVCT, ANAC, CSTH, M-22, COSEGSO, RSMTH ak SEMAS

Noumenm, òganizasyon sendikal ak popilè k ap batay nan klas popilè yo, nou wete chapo nou byen ba pou nou salye laprès ak popilasyon an anjeneral, patikilyèman travayè ak travayèz k ap bourike nan antrepriz piblik ak prive yo epi sila yo k ap bat dlo pou fè bè nan lari a, malgre represyon meri nan peyi a ap fè sou yo.

Objektif konferans pou laprès sa a se pou

1) Kontinye denonse sitiyasyon malouk popilasyon an ap viv nan peyi a, kòripsyon ki gen nan peyi a, zak abitrè k ap fèt sou travayè ak travayèz yo epi volonte kriminèl pouvwa a pou li monte pri gaz la

2) Denonse arete ilegal pouvwa a pran pou mete lapolis la anba kontwòl li

3) Anonse yon 2e sitin pou jedi 7 jen k ap vini la a

Pozisyon nou sou sitiyasyon malouk peyi a

Malgre premye sitin nou te fè vandredi 25 me ki sot pase a, malgre rèl anmwe popilasyon an nan kat kwen peyi a, nou konstate pouvwa anplas la kontinye manifeste volonte kriminèl li pou monte pri gaz la sou tèt popilasyon an. Apre pouvwa Tèt Kale a fin kole yon bidjè kriminèl nan gagann popilasyon an epi revoke yon kolonn travayè ak travayèz nan Leta a menm jan sa ap fèt nan Faktori yo, koulye a, se mizè travayè/èz yo li konte anvlimen ak dosye gaz la. Dapre minis manipilasyon an, Joseph Guyler Cius Delva, Leta paka sipòte sibvansyon gaz la ankò. N ap pwofite okazyon sa a pou nou fè tout moun konnen, Leta pa sibvansyone gaz. Lè gaz la monte sou mache entènasyonal la, Leta kapab gen yon mankman nan benefis li sou mache lokal la. Men lè gaz la desann sou mache entènasyonal la, Leta fè plis benefis, paske li pa souvan desann pri a sou mache lokal la. N ap raple depi nan lane 2006 yo, Leta genyen anviwon 60 goud sou chak galon gazolin ki rantre nan peyi a, san kote lajan li fè sou gazòy ak kewozèn. Minis manipilasyon an di se boujwa yo k ap benefisye lajan swadizan sibvansyon li di Leta ap bay la. Si se laboujwazi yo pa vle bay avantaj, poukisa pouvwa a vle monte pri kewozèn nan tou ? Eske se boujwa yo ki boule kewozèn nan ? Poukisa yo pa wete franchiz yo bay boujwa yo ki lakoz Leta pèdi plizyè milya goud chak lane ? San kote anviwon 400 milyon dola Leta pèdi chak Lane nan kontrebann boujwa ak ofisyèl nan Leta ap fè chak Lane. San konte tou lajan Leta kontinye ap pèdi nan kòripsyon tankou sa ki sot pase nan 3 milya 800 milyon dola lajan Petrokaribe a.

Pwopagann manti elèv Jovenel la, minis manipilasyon an ap bay yo montre aklè, pouvwa konwonpi, defansè kidnapè ak piyajè yo, deside fini nèt ak popilasyon an anvan yo kite pouvwa a. Se poutèt sa, noumenm òganizasyon ki bay konferans sa a, nou mande popilasyon an ki nan kat kwen peyi a, pou li rete mobilize pou anpeche pouvwa sansi a souse san nou pandan l ap pwoteje piyajè ki nan boujwazi a ak nan Leta.

N ap pwofite okazyon sa a pou nou denonse ak tout fòs nou, arete ilegal pouvwa anplas la pran pou li mete polis la anba kontwòl li pi plis toujou. Arete sa a montre aklè volonte pouvwa a pou li politize polis la pi plis toujou epi sèvi ak polis la pirèd toujou pou anpeche popilasyon an mobilize. Men se byen konte, mal kalkile. Volonte kriminèl pouvwa a pap fè nou fè bak nan batay n ap mennen an.

Sitin jedi 7 jen 2018 la

Pou tout rezon sa yo, nou envite tout popilasyon an, sendikalis yo, travayè ak travayèz revoke yo, ouvriye, peyizan, ti machann, pwofesè, etidyan, elèv ak chomè yo, nan yon 2e sitin n ap òganize jedi 7 jen 10è pou midi douvan finans, ministè lajistis ak afè sosyal pou nou kontinye mande :

1) Pou gouvènman an fè bak sou vonlonte kriminèl li genyen pou monte pri gaz la

2) Yon salè minimòm mil goud ak bonjan akonpayman pou travayè/èz yo, nan sans sa, nou kore ak tout fòs nou, 4 jounen mobilizasyon ouvriye yo konte fè nan semèn k ap vini an

3) Pou lajistis mete kòd nan kou tout vòlò ki enplike nan piye lajan Petrokaribe a

4) Bonjan refòm nan Invèsite a, reyentegrasyon etidyan ki deyò yo, jistis pou kanmarad John Rock Gougueder Jean epi pou Fakilte Etnoloji relouvri pou tout moun ak yon nouvo konsèy nan tèt li. Yon kriminèl ki pase machin sou etidyan paka kontinye dirije yon Fakilte. Dirijan yo dwe mete Blot sou kote annatandan ankèt lajistis la rive nan bout li



5) Reyentegrasyon tout travayè / èz revoke nan Leta a ak nan izin yo

6) Pou otorite yo kanpe sou pwosesis privatizasyon antrepriz ak enstitisyon Leta yo jan yo vle fè sa nan ka OAVCT a.

7) Pou otorite yo rantre prese prese arete ilegal ki vize kontwole lapolis la

Pou òganizasyon yo :

1) Brigade Syndical Anti Corruption (BSAC)

2) Syndicat des Greffiers D'Haïti (SYGH)

3) Syndicat Des Employés de l'OAVCT (SEOAVCT)

4) Association Nationale Des Camionneurs Haïtiens (ANAC)

5) Chauffeurs Syndiqués de Transporteurs Haïtiens (CSTH)

6) Mouvman 22 Janvye (M-22)

7) Coalition Des Syndicats et Des Groupes Sociaux (COSEGSO)

8) Réseau Syndicat pour la Modernisation du Transport D'Haïti (RSMTH)

9) Syndicat des Employés du Ministère des Affaires Sociales (SEMAS)

Pou otantifikasyon
Yves André Joseph, Guy Numa ak Dumé Sonson

Kominike Kolektif Jistis Min





Kolektif Jistis Min ki se yon kwalisyon òganizasyon ayisyèn k ap goumen kont eksplwatasyon min, espesyalman min metalik yo nan peyi a pwofite dat 5 jen an ki se Jounen Mondyal pou Anviwonman an pou salye batay tout lòt pèp sou latè ap mennen tankou : nan Amerik latin, nan Karayib ak nan Lafrik ap mennen kont gwo menas ki peze sou tèt planèt la akòz aksyon yon seri antrepriz miltinasyonal ap mennen ki ka gen kòm Konsekans disparisyon lavi sou planèt la. Nou wè kisa Pèp yo deja ap sibi anba rechofman klima a.

Jounen jodi a, Ayiti klase kòm youn nan 2 peyi ki plis vilnerab sou plan Anviwonmantal. Sitiyasyon sa se rezilta politik ekstraktif depi tan lakoloni nan lane 1492, kote lè kolon yo te debake, peyi a te kouvri jiska 90%. Pwojè piyaj yo te vini ak li a pote ale lavi moun ki tap viv sou bout tè sa, men tou, lavi bèt ak plant yo.

Jounen jodi a, done ki ap di

suite à la page(18)

Traversée réussie pour le Festival international de psychologie africaine en Haïti !

Par Milo Milfort

La deuxième édition du festival international de psychologie africaine (Festival entènasyonal sikoloji afriken – Fesa en créole) tenue à l'initiative de l'institut de recherche sur les traumatismes de l'esclavage et la psychologie africaine – l'association Sitwomafrika (Sikotwomatis ak Afrikanite) autour du thème « *Du trauma historique à la créativité et à l'innovation* », a pris fin le dimanche 27 mars 2018 à Port-au-Prince et s'apprête du coup à rejoindre l'Université de Ohio aux Etats-Unis du 31 mai au 2 juin après un court passage au Canada le 25 mai dernier à l'Université de Montréal (Udem).

Cet évènement culturel et scientifique qui est parti du 4 au 6 mai dernier de la ville de Dakar au Sénégal a suivi le parcours de l'esclavage ravivant le triste souvenir de la traversée des ancêtres captifs et des afro descendants du continent africain vers les Amériques. Le Fesa 2018 qui comptait dans ses rangs des chercheurs/ses et experts/es en Psychologie, Education, Travail Social, Sociologie, Anthropologie, venant des Etats-Unis, de la Martinique et d'Haïti, est une réussite. En témoigne les propos de Judite Blanc, Dre en Psychologie et l'initiatrice du festival qui a débuté à Port-au-Prince, le 23 mai.



Judite Blanc, Dre en Psychologie et l'initiatrice du festival (Credit photo : Milo Milfort)

« *Comparativement à la première édition qui a eu lieu en 2016, sur tous les points, j'estime que ça été un succès. On a pu toucher davantage de personnes. On a fait venir beaucoup plus d'intervenants internationaux en Haïti. On a été dans plusieurs endroits. Les activités ont pu se dérouler sans trop de contraintes et d'emmerdements. On a pu toucher également pas mal de thématiques en lien avec le trauma historique et de l'urgence de la créativité et de l'innovation dans les communautés d'ascendance africaines. Par journée de symposium, en moyenne c'est environ 100 personnes. Tout le monde me voulait savoir quelles suites seraient données au Fesa ? Certaines intervenantes me demandaient de mettre en branle des projets de recherche autour du thème. Il y a beaucoup d'autres choses en perspective que je n'avais pas en tête bien avant. C'était un public conquis »,* se félicite-t-elle.

Lors de cette édition, l'Université Technologique d'Haïti (Unitech) a accueilli le symposium et un atelier de création artistique. Le Centre d'Art a accueilli les projections de films comme Kase Lezo de Christina Julmé et Douvan Jou Ka Leve de Gessica Généus traitant des problématiques fondamentales de la société. Puis, Lakou Souvenance aux Gonaïves considéré



Juliette Sméralda, Ph.D, invitée d'honneur du Fesa 2018 (Credit photo : Milo Milfort)

comme haut lieu mystique dans le vodou et symbolisant l'Afrique en Haïti a été hôte d'une visite ethnographique dans le cadre de cet immense événement scientifique, culturel, et pluridisciplinaire qui célèbre la psychologie associée à la culture des peuples d'ascendance africaine.

« Avant on se disait qu'on allait faire sortir un ouvrage avec les meilleures communications qui ont été présentées au symposium. Maintenant, on ne va pas se réduire à une question d'ouvrage. Là, on est en train de réfléchir à la mise sur pied d'un atelier sur le thème du trauma historique – de la créativité et de l'innovation dans un an. Tandis que la prochaine édition est prévue dans deux ans. Ce week-end, la clôture du FESA se déroulera à Ohio State University où on va discuter avec des historiens et auteurs afro-américains sur la question. Les gens se sont sentis touchés dans l'âme. Je reçois des messages très émouvants de personnes qui m'ont fait part du déclic que cela déclenche chez elles. Naturellement, oui, il y a des choses à corriger. Mais nous nous félicitons du déroulement de cette activité en Haïti. Je suis sûr que ça ne va pas s'arrêter là et que ça va laisser des traces », ajoute Dr Blanc.

Des discussions ont porté sur des thématiques comme « identité et innovation : deux piliers pour une nouvelle école en Haïti (ex-ministre de l'Education – Nesmy Manigat) ; « la justice cognitive : contribution des inventeurs et savants noirs aux progrès de la science et technique moderne » (par Mackendy Gatty) ; « faire du web scientifique un lieu de dépassement du potentat colonial chez les scientifiques afro-descendants d'Haïti (par Rency Inson Michel, Anderson Pierre et Woodmark Pierre) et « Guérir les plaies » (par le houngan Norluck Dorange.

Pour la plupart, ce sont des sujets qui sont traités très rarement dans le paysage éducatif haïtien dans le cadre des activités académiques et/ou universitaires. La majorité des présentateurs étaient des femmes universitaires. Elles ont alimenté le débat sur les questions des périples imposés par l'homme blanc à la femme Africaine (Linda Tavernier Almada, Ph.D) ; de l'importance des proverbes et métaphores dans le traitement de patients haïtiens (Guitele Jeudy-Rahill, Ph.D) ; et des outils ancestraux comme panacée aux traumatismes passés et présents de nos communautés racialisées (par Darlène Lozis).

« Nous avons tout réalisé de façon symbolique pour sensibiliser les communautés en Haïti et dans la diaspora africaine sur l'impact de l'esclavage et de la colonisation tant sur le déroulement que sur l'évolution de notre vie actuellement. Ce n'est pas un hasard que le festival se réalise en mai, c'est parce que – le mois de mai est hautement symbolique dans l'histoire des peuples déportés d'Afrique. Le 10 mai en France – c'est le jour de la commémoration des traites négrières. Le 18 mai – nous autres haïtiens nous fêtons le bicolore en tant que première république noire. Une armée indigène qui a vaincu l'armée la plus puissante – l'armée Napoléonienne. Nous avons arraché dans le sang, notre indépendance. Ça a beaucoup de sens pour les communautés d'ascendance africaine, plus particulièrement dans la diaspora. Le 25 mai aux Etats-Unis, on célèbre le jour de la libération des peuples afro descendants. Et dans les Antilles françaises on célèbre l'abolition de l'esclavage. Ce n'est vraiment pas un hasard », termine Dre Blanc.

Creuser nos racines et renouer avec les cheveux crépus ?

Linda James Myers, Ph. D, professeure au Ohio State University, invitée d'honneur du festival a abordé la thématique : « Creuser les racines du trauma et s'épanouir dans la tradition de sagesse de la pensée profonde de nos ancêtres africains : Le pouvoir transformateur de la théorie conceptuelle optimale de la psychologie Africaine ». Une théorie qu'elle a conçue et qu'elle ne cesse d'alimenter à travers ses ouvrages.

Selon Myers, les développements dans le domaine de la psychologie des noirs/noires et/ou africains/es ont produit des connaissances psychologiques essentielles à la santé (mentale, physique, spirituelle et sociale) et au bien-être durable pour les personnes qui reconnaissent leur ascendance africaine ainsi que l'humanité tout entière. Sa présentation a abordé non seulement les principales barrières psycho socioculturelles et structurelles à la réalisation de la santé et de la justice sociale, mais introduit également des stratégies psycho éducatives et des méthodes thérapeutiques fondées sur la sagesse de la pensée profonde africaine dont l'efficacité a déjà été prouvée.

Son objectif vise à introduire une théorie psychologique africaine holistique et intégrative favorable à la santé, la réalisation des stades supérieurs du développement humain, et le bien-être durable à plusieurs niveaux comme tel que prescrit par la sagesse africaine de l'Antiquité à l'époque contemporaine.

Pour sa part, Juliette Sméralda, Ph.D, invitée d'honneur du Fesa 2018 a axé différentes interventions sur le thème : « Du rejet du cheveu crépu au mouvement ''nappy'': quelle place pour le cheveu-accessoire ? Entre créativité et 'régression' ». Mais aussi le contenu de ses ouvrages phares que sont « Peau noire cheveu crépu, l'histoire d'une aliénation », Editions Jasor, 2004; et « Du cheveu défrisé au cheveu crépu », Editions

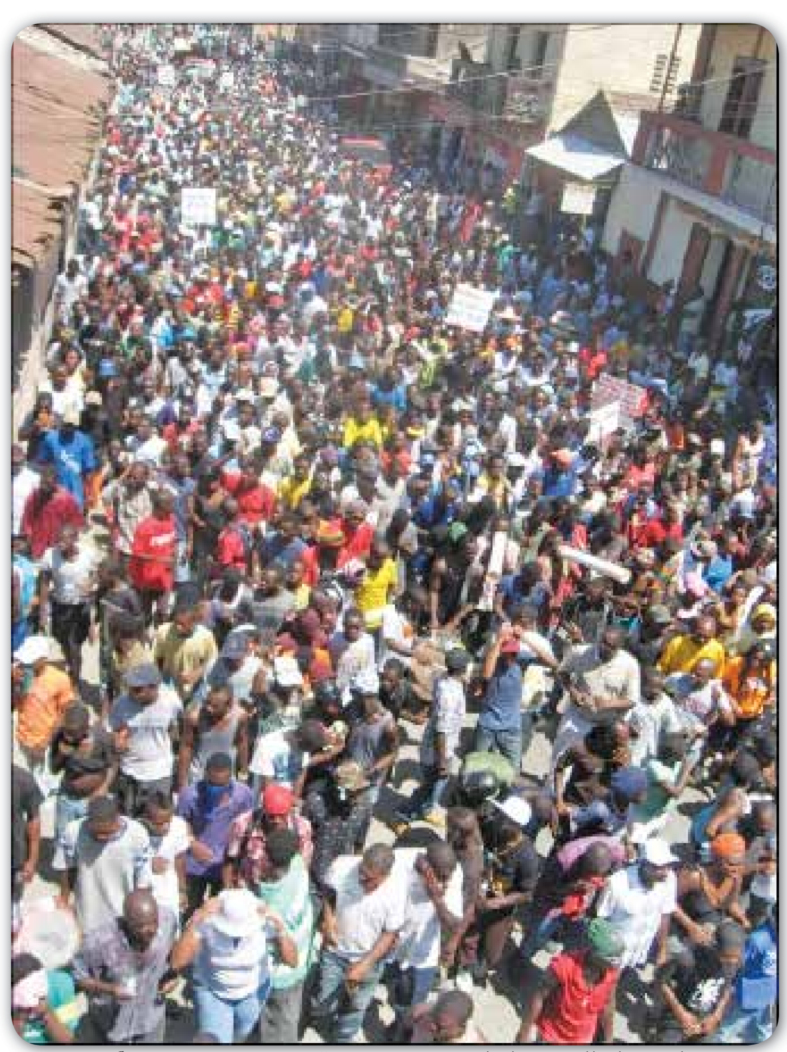
suite à la page(15)





Linda James Myers, Ph. D, professeure au Ohio State University, invitée d'honneur du festival et (Guitele Jeudy-Rahill, Ph.D) (Credit photo : Milo Milfort)

Mais où est passée l'opposition haïtienne ?



Manifestation au Cap Haïtien contre Michel Martelly le jeudi, 27 septembre 2012 (Photo: Gérard Maxineau/Le Nouvelliste).

Autre temps, autre mœurs! Plus d'une année après sa prise de pouvoir, le célèbre inconnu de la République, Jovenel Moïse, poursuit sa marche, seul, sur le boulevard de la tranquillité politique. En face de lui, aucun obstacle politique. L'opposition n'est plus visible dans l'écran radar depuis bien longtemps. Les 150 partis politiques, voire plus, profitent de leur manne financière venue de la loi sur le financement des Partis politiques pour laisser Jovenel en paix. Ils ne sont pas tous aux abonnés absents. En fait, une bonne partie d'entre eux n'ont jamais existé vraiment en tant que tel. Mais ce qui inquiète, c'est le silence des autres. Les vrais. Ceux qui ont pignon sur rue. Ceux qui ont une adresse avec des dirigeants connus pour leur pugnacité politique. Pire, même ceux connus pour leur capacité de nuisance font le mort. Disparus. Terrés dans un silence qui en dit long sur leur motivation réelle.

La division qu'a engendrée la distribution des émoluments aux Partis politiques ne peut à elle seule être responsable de l'absence de mobilisation des Mouvances et autres Organisations Populaires (OP) contre le pouvoir. Traditionnellement, même si les formations politiques ne montent pas en première ligne contre le régime en place, les OP qui fonctionnent en loup solitaire ne répondant à aucune consigne ne se gênent pas pour faire entendre leurs voix. En général, les Organisations Populaires ont toujours des revendications à faire, histoire de survivre à la disette après élection. Rien. Absolument rien de tout çà. Mais qu'est-ce qui se passe au pays des deux Moïse - Jovenel et Jean-Charles - ? La République s'inquiète du manque d'animation politique de ces groupes qui ont tenu la dragée haute durant quasiment cinq longues années à l'ex-Président Michel Martelly. L'élection de son dauphin en 2016, selon toute logique, ne devrait pas mettre fin à cette intense activité qui, pour certains groupements, relève du professionnalisme.

En tout cas, c'est ce qu'on pensait dans le milieu des observateurs dans la mesure où Jovenel Moïse est l'héritier politique direct de Sweet Micky qui lui a d'ailleurs passé non seulement la commande du Palais national, mais aussi de son parti, PHTK (Parti Haïtien Tèt Kale). Or, il se trouve que depuis le 7 février 2017, sur le plan des grandes manifestations politiques de l'opposition, c'est le calme plat. Certes, le pays s'habitue à ce genre d'accalmie politique après la tempête électorale des partis qui ne profitent que de la période du processus électoral pour se faire connaître dans l'opinion. Une fois que le nouveau Président de la République prend possession du Palais, la tension baisse d'un cran après quelques protestations de pure forme. Sauf exception notoire avec Jean-Bertrand Aristide en 2001. Même Michel Martelly avait eu sa période de grâce politique durant quasiment six mois. Mais pour Jovenel Moïse, il semble que les choses se compliquent davantage pour l'opposition qui peine à se relever après quasiment quatre années de lutte acharnée.

Surtout qu'elle a dû affronter un processus électoral sans précédent et particulièrement long qui s'est soldé par un échec cuisant. Puisque l'adversaire identifié de longue date a eu contre vents et marées gain de cause à la surprise générale. Epuisée, catastrophée et devenue quasiment amorphe, l'opposition semble perdre sa combativité et toute la fougue qui la caractérise depuis des lustres. Qu'est-ce qui a bien pu se passer pour traduire une telle capitulation de l'opposition face à un Jovenel Moïse qui semble prendre de la tangente ? Pourtant, l'homme à la banane ne fait rien d'extraordinaire sur le plan politique. Encore moins de réalisations conséquentes qui puissent lui conférer une telle assurance et lui permettre d'écraser tous ses adversaires réels ou supposés. Les observateurs ont beau se questionner sur l'un des partis les plus combatifs du paysage politique haïtien, à savoir la Fanmi Lavalas. Ils se demandent où est passée sa cheffe, le docteur Maryse Narcisse ? Que fait-elle ? Qu'est-ce qu'elle mijote dans les coulisses ? A-t-elle un plan de rechange qu'elle est en train de peaufiner avant de se lancer à l'assaut de Jovenel Moïse ? Son silence signe-t-il l'acceptation enfin de l'élection de son rival qu'elle n'a jamais voulu reconnaître ?

Bien des questions restant sans réponses pour le moment intriguent certainement les analystes et observateurs politiques haïtiens, ce silence assourdissant de la dirigeante de Fanmi Lavalas sur la politique que mène le gouvernement ne peut que rassurer l'homme à la « Caravane » dans ses pérégrinations à travers le pays et à l'étranger le mettant en situation de supériorité politique sur l'opposition en général. En effet, le pays n'a enregistré aucune manifestation anti-Jovenel d'envergure depuis le début de l'année. Les ténors lavalassiens sont tous devenus des attentistes qui espèrent un faux pas de Jovenel pour prendre le train en marche. Ils ne provoquent plus le pouvoir en place comme il est de coutume avec cette organisation politique. Ils sont devenus tout à coup des enfants sages attendant calmement chacun de son côté que les événements arrivent pour qu'on sollicite leur avis et ou leur concours.

Pendant ce temps, le Président Jovenel Moïse fait comme s'il était seul dans le champ politique haïtien. Il est présent partout dans le pays. Même pour l'atterrissage au Cap-Haïtien, le 11 avril 2018, d'un banal avion de Spirit Airlines en provenance de Fort-Lauderdale, en Floride, pour prendre la parole afin de dire tous les biens de sa politique. Laissant son Premier ministre Jack Guy Lafontant enfermé dans son blockhaus de Primature au bicentenaire à Port-au-Prince. Jovenel Moïse est sur les nuages. Il n'y a aucun obstacle en face de lui. Maryse Narcisse ne donne plus signe de vie. Elle reprend, semble-t-il, ses activités de médecin. Sak vid pa kanpe. En attendant de nouveaux scrutins qui ne sont pas programmés pour tout de suite. L'autre grande voix que la République n'entend plus, en tout cas pas sur le macadam, c'est l'ex-sénateur et ancien candidat à la présidence, Jean-Charles Moïse. Très affaibli après sa maladie, cet enfant prodigue de lavalas a bien tenté de reprendre du service après son retour de Cuba, mais peine perdue. Il semble qu'il n'a plus la force de se battre maintenant.

Lui aussi, après plusieurs tentatives de monter une manif anti-Jovenel sans succès, préfère marquer le pas. Tout le monde qui le rencontre le trouve un peu amer ces temps-ci envers ces anciens camarades de l'opposition qui sont tous partis voir ailleurs. Certains se retrouvent dans les promesses de Jovenel qui leur promet de les intégrer dans son dispositif. D'autres, les plus radicaux, ont monté leurs propres structures, histoire de se positionner pour les années à venir et de se projeter tout de suite dans le groupe des attentistes espérant qu'on les appelle pour un strapontin. Du coup, le leader et nouveau Secrétaire général de Pitit Dessalines, Jean-Charles Moïse, se retrouve quasiment seul pour mener le combat contre son homonyme. Mais pour l'heure, impossible de conduire frontalement une lutte contre le pouvoir PHTK faute de combattants. Ce n'est pas l'envie qui manque à l'ancien candidat à la présidence d'Haïti Jean-Charles Moïse, mais la conjoncture ne lui paraît guère favorable.

Jovenel Moïse, lui, semble verrouiller toutes les issues possibles. Les « Baz », les bases, sont aussi occupées ailleurs. Elless cherchent à survivre dans un contexte de vache maigre. Le gouvernement ne soutient et ne finance que les petits projets portés par ses partisans. Bref, le temps est difficile pour les OP qui ne rallient pas le camp du PHTK. Aucune « subvention » n'est accordée aux OP qui n'ont pas affiché leur appartenance soit au PHTK soit à la mouvance des « Réseaux de soutien » au chef de l'Etat. Du coup, beaucoup de pertes dans le rang des mouvements anti-Jovenel d'où les difficultés pour les rares chefs d'opposition encore en activité d'organiser une manif contre les « Tèt Kale ». Maitre André Michel aussi a tenté de revenir au devant de la scène. Mais les temps sont durs pour tout le monde.

La mayonnaise n'a pas pris. Les conférences de presse ont du mal à rameuter du monde. Quant à Jovenel, il continue sa longue marche sur son boulevard sans aucun feu rouge. Comme avant son élection l'année dernière, la Communauté internationale continue à le soutenir sans aucune réserve. La cheftaine de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la Justice en Haïti (MINUJUSTH), madame Susan D. Page, a bien fait les frais de ce soutien de la Communauté internationale au Président. Il a suffi d'un simple coup de fil de Jovenel Moïse pour que la Représentante spéciale d'Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU en Haïti, quitte Port-au-Prince sans laisser d'adresse.

Tout semble sourire à « Nèg banan nan » depuis le 7 février 2017. Est-il si populaire que cela en a l'air ? Pas sûr. Pas sûr du tout. Il suffit de descendre au centre ville de Port-au-Prince pour comprendre que Jovenel Moïse est en sursis devant une remontée de la colère populaire. Les habitants des quartiers chauds qui, pour le moment ne font que regarder passer la « Caravane du changement », n'attendent que le signal du départ pour se soulever contre ce « Président globetrotter » qui ne fait que passer sans prendre le temps de comprendre leur détresse, leur souffrance et leur misère dans des ghettos et bidonvilles où ils affrontent seuls les gangs. Il y a certes, depuis quelques jours, le mouvement social des employés de la SONAPI sur la route de l'aéroport à Port-au-Prince. Leur revendication de 1000 gourdes de salaire minimum les met face à face avec le patronat. Mais pour le moment, ces revendications ne secouent point le chef de l'Etat.

Les syndicats n'en ont pas encore trouvé le point faible. Pour qu'il y ait de vrais soulèvements, il faut que les chefs de fils politiques se réveillent du profond sommeil dans lequel ils sont plongés depuis bientôt deux années. L'opposition absente de la vie politique haïtienne fait craindre le pire. Sans une opposition forte, la démocratie est peut être en danger, c'est la règle de l'équilibre démocratique. Un Président de la République qui se croit tout puissant peut vite déraper et un accident peut facilement arriver. Un chef de l'opposition nous a raconté son désarroi face au vide et à la place laissée vacante par l'opposition. Pour lui, Jovenel Moïse est un hypnotiseur. « Il nous a bien endormis depuis longtemps et il faut le reconnaître, on a le plus grand mal à reprendre notre esprit » nous disait-il tout endormi. Totalement perdus et incapables de comprendre ce qui leur arrive depuis l'investiture de Jovenel Moïse à la présidence. Ce chef de l'opposition qui se présente comme un modéré n'explique pas le silence de ses camarades de lutte surtout pour les plus durs.

Selon lui, même André Michel qui a du verbe et du talent à en revendre a du mal à trouver le bon timing et les bonnes substances pour réveiller la population qui vit encore plus mal, selon lui, qu'au moment de la période de Martelly. En effet, si tant bien que mal la presse essaie de garder réveillés certains leaders de l'opposition en les invitant dans leur « invité du jour » matinal juste pour faire l'équilibre avec les propagandistes du pouvoir, il semble qu'ils ne sont pas vraiment en mesure de saisir ces opportunités pour reprendre leur place dans le paysage politique haïtien. Chose rarissime, Port-au-Prince vient de passer des mois sans une réelle grosse manifestation anti-gouvernementale. La mise en place des fameux Etats généraux Sectoriels du Président semblait vouloir activer certains secteurs de l'opposition. Mais pas vraiment les « Poto Mitan ». Donc rien qui puisse faire peur ni paniquer le camp du pouvoir. Certes, ce sont des organisations assez proches de Pitit Dessalines.

Elles ont pour nom MOVID, RASOH et AAPA. Des noms peu connus du grand public, donc peu enclin

suite à la page(15)



Mais qu'est-ce qui se passe au pays des deux Moïse - Jean-Charles et Jovenel ?

Having "No Position," Haiti Abstains From OAS Vote on Venezuela Elections



Juan Manuel Herrera/OAS

U.S. Secretary of State Mike Pompeo: In Venezuela there has been a "full-scale dismantling of democracy."

by Kim Ives

Despite owing Venezuela more than $2 billion in oil payments and debt, Haiti did not defend the besieged Bolivarian Republic against an aggressive U.S.-promoted resolution presented during the 48th General Assembly of the Organization of American States (OAS) at its headquarters in Washington, DC on Jun. 4 and 5, 2018.

Instead, Haiti abstained, along with 10 other countries. The resolution condemned the May 20, 2018 elections in Venezuela as illegitimate and proposes expelling Venezuela from the hemispheric organization. On Jun. 5, 19 nations voted for the resolution, four against.

Already, in May 2017, Venezuela said it would be withdrawing from the organization, often dubbed "Washington's Ministry of Colonial Affairs." However, this withdrawal, which procedurally takes two years, would not be completed until April 2019, Venezuela said.

Haiti's abstention signals a weakening of its defense of Venezuela. In March 2017, Harvel Jean-Baptiste, then Haiti's OAS Ambassador (appointed by Pres. Jocelerme Privert), made a strong speech defending Venezuela's sovereignty and voted against a similar anti-Venezuela resolution, helping to defeat it.

The resolution charges that the May 20 Venezuelan election "lacks legitimacy, for not complying with international standards, for not having met the participation of all Venezuelan political actors, and for being carried out without the necessary guarantees for a free, fair, transparent and democratic process."

It also states that "an unconstitutional alteration of the constitutional order of the Bolivarian Republic of Venezuela has occurred" and calls upon OAS members "to implement... the measures deemed appropriate at the political, economic, and financial levels to assist in the restoration of democratic order in Venezuela." It also threatened "diplomatic actions and additional measures that facilitate the restoration of democratic institutions and social peace."

But the most ominous element, was the 10th clause which threatens to apply the Inter-American Democratic Charter "for the preservation and defense of representative democracy provided under its Articles 20 and 21."

The Democratic Charter is a Washington-promoted pact, adopted on Sep. 11, 2001, which authorizes OAS military intervention if two-thirds of the OAS's 34 members countries vote for it.

After an intensive U.S. lobbying campaign, only three countries joined Venezuela in voting against the latest resolution: Bolivia, Dominica, and St. Vincent and Grenadines. (Since its revolution, Cuba is not an OAS member.)

"We have no position," said Haiti's Interim OAS Ambassador Léon Charles when Haïti Liberté reached him at the General Assembly on the day of the vote. "Haiti is a close friend of the U.S. and a close friend of Venezuela, so you understand? It's a very sensitive question. I cannot go further."

Despite its pusillanimous position, Haiti is still being reprimanded and punished by Washington. The pro-government news service Haiti Libre reported on Jun. 5 that Haiti's abstentions on the Venezuelan issue "frustrate and increasingly annoy the Trump administration and some U.S. lawmakers."

On Jun. 4, Haiti was not invited to a special White House reception, hosted by Vice President Mike Pence and his wife Karen, for 22 government leaders standing with the United States against Venezuela.

After bringing greetings from Pres. Donald Trump, "a great champion of security, prosperity, and freedom in the Western Hemisphere," Pence declared at the OAS on May 7 that "more than any other nation in our hemisphere, in Venezuela, the tragedy of tyranny is on full display. And the blame can be laid squarely at the feet of one man: Nicolás Maduro," the president newly re-elected with 68% of the vote.

At the White House reception, Pence denounced the "Maduro dictatorship," saying that the "once-great Venezuela is now a failed state."

He then made a thinly-veiled threat to countries like Haiti. "Stand with us and know we'll stand with you," Pence said. "Work with us, and we will work with you."

U.S. ambassador to the OAS, Carlos Trujillo, confirmed to the Miami Herald that Haiti and others not completely bowing to U.S. dictates "were intentionally left off the invitation list" to the White House reception.

In April, Sen. Marco Rubio (R-FL), a rabid Maduro critic, met with Haitian Pres. Jovenel Moïse to pressure him to join Washington's campaign against Venezuela's elections and democracy.

As the OAS General Assembly proceeded towards its inevitable outcome, President Maduro was defiant. "We denounce the OAS, and



Haitian Foreign Minister Antonio Rodrigue speaking on Jun. 4 at the 48th OAS General Assembly in Washington, DC.

we're leaving the OAS," he said on Jun. 4. "From the ministry of colonies, we're leaving. We ratify that we're leaving. Thirteen of the 24 months we have to wait to make our request to leave effective, and that day we will have a national party. When Venezuela leaves the OAS we will have a party, of the people. We



Venezuelan Foreign Minister Jorge Arreaza to Washington: "We have moral authority. You do not have moral authority."

will make it a holiday for the entire country."

The 18 countries which joined the U.S. to vote for the resolution to expel Venezuela were Argentina, Bahamas, Barbados, Brazil, Canada, Chile, Colombia, Costa Rica, Dominican Republic, Guatemala, Guyana, Honduras, Jamaica, Mexico, Panama, Paraguay, Peru, and St. Lucia.

The 10 nations other than Haiti which abstained were Antigua and Barbuda, Belize, Ecuador, El Salvador, Grenada, Nicaragua, Saint Kitts and Nevis, Suriname, Trinidad and Tobago, and Uruguay.

"Venezuela's problems should be solved by the Venezuelans themselves," declared Haitian Foreign Minister Antonio Rodrigue in his address to the General Assembly on Jun. 4. "That is the only way to arrive at a durable solution."

It was a true enough statement, but far too abstract and vague, not a ringing cry of solidarity like that which came from Bolivia.

"We condemn the interventionist intention of U.S. Vice President Mike Pence who was defeated in his coup plan against Venezuela and announced that he will ask the OAS assembly for the suspension of [our] sister nation," tweeted Bolivian President Evo Morales. He said that Washington was using the OAS as a "repressive stick" against Venezuela.

In his speech to the OAS, U.S. Secretary of State Mike Pompeo said that there is a "full-scale dismantling of democracy" and"heartbreaking humanitarian disaster" in Venezuela today. ""In addition to suspension, I call on member states to apply additional pressure on the Maduro regime with financial sanctions and diplomatic isolation..."

"How are they going to eject us from [an organization] we already left?" asked Venezuela's foreign minister, Jorge Arreaza, in his reply to Pompeo at the OAS meeting.

"We have moral authority," Arreaza said. "You do not have moral authority," he said to Pompeo, pointing to the U.S. invasions of Panama in 1989 and the Dominican Republic in 1965.

"There is no good imperialism," concluded Arreaza. "Even though they want to impose the Monroe Doctrine on us, we will triumph with our Bolivarianism."



LA GRANDE VICTOIRE DU VENEZUELA, C'EST D'AVOIR UN POUVOIR POPULAIRE ORGANISÉ !

Par Vanessa Angustia

Vanessa Angustia est sénatrice d'Izquierda Unida / Podemos dans l'Etat espagnol. Elle faisait partie de la délégation d'accompagnement international présente au Venezuela lors des élections du 20 mai dernier qui ont abouti à la réélection de Nicolas Maduro à la présidence de la république.

Deux jours après la tenue de ces élections, la sénatrice a interpelé le Sénat espagnol au sujet des raisons pour lesquelles le gouvernement de l'Espagne ne reconnaissait pas la légitimité des résultats électoraux au Venezuela, en signalant que cette position était "antidémocratique, qu'elle constituait une ingérence qui faisait fi de la volonté émanant du peuple vénézuélien".

Elle a aussi demandé à cette chambre parlementaire pour quelle raison le gouvernement espagnol avait, en revanche, reconnu les élections au Honduras et au Paraguay, malgré les plaintes importantes pour fraude dans ces deux cas, et ce qui « justifiait ces



La sénatrice espagnole Vanessa Angustia

deux poids deux mesures de la part du gouvernement au sujet des élections au Venezuela ».

Lors de cette question au gouvernement, Vanessa Angustia a conclu en demandant si le gouvernement espagnol "allait rompre les relations diplomatiques avec le Venezuela, alors qu'il ne le fait pas avec des pays qui violent les droits de l'homme en permanence et de manière flagrante, comme le Maroc et Israël"

L'équipe de Prensa CRBZ s'est entretenue avec la sénatrice dans le cadre de son intervention et de sa récente visite au Venezuela en tant qu'accompagnatrice internationale des élections.

Prensa CRBZ : Quelle est ton appréciation du processus électoral du point de vue technique ?

Vanessa Angustia : Le travail du Conseil National Electoral a été impeccable. Rares sont les pays dans le monde qui ont un système de garanties électorales offrant la fiabilité que nous avons pu constater ici. Le processus a été dans l'ensemble impeccable, depuis l'annonce le 23 janvier des élections présidentielles par l'Assemblée Nationale Constituante (ANC), pendant la négociation dans le cadre de l'accord de garanties électorales dans la République Dominicaine et jusqu'au 20 mai.

Je viens d'un pays où le gouvernement gère les processus électoraux avec une entreprise privée qui lui fournit l'appui et qui se charge de la logistique, de la transmission et de la diffusion des votes décomptés, une entreprise appelée Indra qui est assez contestée au plan international, par conséquent je souligne toujours le fait qu'au Venezuela tout le système électoral est public. Ce processus a fait l'objet de dix-neuf audits, sous tous ses aspects : registres électoraux, PV de scrutin, données des électeurs dans les machines à voter, etc. Pratiquement tout est vérifié. Et il faut signaler la vérification des résultats après le module du dépouillement, lorsqu'on procède à la comparaison de 54% des bulletins de vote électronique et des bulletins de sauvegarde.

Par rapport à d'autres processus



La grande victoire au Venezuela, c'est d'avoir un pouvoir populaire organisé, d'avoir des classes laborieuses qui se défendent elles-mêmes, qui savent parfaitement quel est l'ennemi et qui est l'agresseur, et qui agissent en conséquence...

il y a eu des améliorations cette fois-ci, telles que l'ajout de cinq nouveaux audits. Le système électoral n'est pas statique, il est au contraire en cours de révision et d'amélioration constante. Il faut rappeler cette volonté de rechercher un système qui offre toujours plus de garanties.

Prensa CRBZ : Et du point de vue politique, quelle est ton impression ?

Vanessa Angustia : Dans l'opposition, il y a eu deux lignes, une ligne intérieure et une ligne extérieure. La ligne extérieure a été de continuer de tabler sur l'ingérence. D'un côté, une partie importante et non négligeable de l'opposition a décidé de participer au processus, ne s'est pas retirée de la table de négociation des accords de garanties électorales, a légitimé le processus dans chacune de ses étapes, et mené une campagne tranquille et en paix. Toutefois, une fois les élections perdues, elle s'est plaint de fraude électorale, sans fournir en plus aucune espèce de preuve.

D'un autre côté, il y a l'opposition regroupée dans la MUD qui a décidé de ne pas participer aux élections et de les délégitimer en appelant à s'abstenir. Il semble que cet appel a été entendu et que le taux d'abstention correspond à sa part de l'électorat. Cet argument contredit le discours qui dit qu'il y a eu une faible participation. Cette opposition est justement celle qui a été à l'origine des violences précédant l'ANC. C'est là qu'entrent en jeu la participation internationale, l'intervention et l'ingérence des Etats Unis et de l'Union Européenne, qui ont décidé dès le départ de ne pas reconnaitre les élections et de mener leur propre campagne dans les médias et les gouvernements, en annonçant la non-reconnaissance des résultats électoraux et en menaçant de sanctions.

Les intentions sont très claires : peu importe ce qui se passe au Venezuela et les garanties démocratiques qu'on donne. On décide des gros titres pendant la campagne et sur cette base on construit un discours. Ils ne vont jamais reconnaître l'espace électoral, parce que l'objectif politique est autre : renverser le gouvernement et s'approprier le pays aux côtés des secteurs qui cherchent à exploiter les ressources du Venezuela pour faire leurs profits et reconstruire leur oligarchie défaite avec les oligarchies aux Etats-Unis et en Europe. Il ne faut pas tomber dans l'erreur qui consiste à chercher quelque élément de vérité que ce soit dans cette stratégie politique. En plus, c'est une communauté internationale qui vient de légitimer la violence provoquée en 2017.

C'est un programme qui a une composante très dure pour l'espace des alliances que nous cherchons à construire dans la gauche européenne sur la base de relations d'égalité, et il a fait un pas en arrière, vers le XXème siècle, vers un type de politique coloniale à l'égard de l'Amérique latine qui croit que l'on peut décider des ressources et de l'organisation de ses peuples. Et ce serait une erreur de notre part de ne pas comprendre qu'il s'agit d'une stratégie globale de l'empire contre les pays et les secteurs politiques qui, comme nous, ne s'alignent pas sur cette politique coloniale.

Prensa CRBZ : D'après toi, maintenant que les résultats sont connus, que peut-on dire de la légitimité du nouveau mandat de Maduro ?

Vanessa Angustia : Dans ce cas, il est important de fournir des données, parce que celles-ci ne sont pas neutres, elles sont des données politiques. Il y a des données qui sont manipulées pour ternir la légitimité d'un processus qui a été impeccablement propre, valable et démocratique.

Lors des dernières élections européennes en 2014, le taux global de participation dans tous les pays a été de 41,6% ; en Espagne, 43,8% et au Royaume-Uni de 35,6%. C'est-à-dire que l'Europe ne peut pas parler du niveau de légitimité des élections en se fondant sur le taux de participation, parce que personne n'a contesté la représentativité du Parlement européen sur cette base, personne ne l'a mise en doute.

Lors des dernières élections aux Etats-Unis il y a eu 48% de participation, et le président Trump a été reconnu comme légitime, alors qu'il a été élu avec un pourcentage inférieur à celui de Maduro. Même chose dans les cas de Macri, Piñera et Santos. En France, le taux de participation lors des législatives de l'année dernière était de 42 à 48%, au Portugal pareil. La question n'est donc pas la participation, mais l'usage que l'on veut faire des données, c'est ce qui s'appelle une manipulation.

Prensa CRBZ : En tant que militante et en tant que députée, dans le contexte des énormes difficultés que vit le peuple vénézuélien et dans lequel se sont déroulées ces dernières élections, quel bilan dresses-tu de ce que tu as pu apprécier au contact des gens dans notre pays pendant les élections ?

Vanessa Angustia : La grande victoire au Venezuela, c'est d'avoir un pouvoir populaire organisé, d'avoir des classes laborieuses qui se défendent elles-mêmes, qui savent parfaitement quel est l'ennemi et qui est l'agresseur, et qui agissent en conséquence, qu'elles aient ou non des divergences ou des critiques, et elles savent parfaitement à qui elles doivent faire face et qui cherche à leur enlever des droits et de la souveraineté. C'est le résultat d'une politique dans laquelle on ne fragmente pas la vision de la vie, on ne parle pas d'économie d'un côté et de politique, de garanties sociales et de politique internationale de l'autre. Cette fragmentation est appliquée par le pouvoir sur les peuples, en Europe et aux Etats-Unis, afin qu'ils n'aient pas de vision d'ensemble ni de compréhension de leur réalité, ce qui provoque de la démotivation politique et une fragmentation des luttes.

Quand on ne fait pas cela, et que l'on gouverne avec des politiques favorables au peuple, il y a une formation politique du peuple qui apprend à faire la différence. Et ce qui a l'air facile à expliquer n'est pas un modèle dans nombre de nos états. Ce n'est pas la dynamique sociale de participation





Il est agréablement étonnant de voir la joie de vivre avec laquelle le peuple vénézuélien vit ce processus, tels que les élections, même dans les moments les plus difficiles...

politique que l'on voit en Espagne, par exemple.

Les difficultés au Venezuela sont énormes. Il en résulte un découragement et la certitude très partagée que la situation est difficilement tenable car les sanctions et les agressions étaient déjà annoncées. Cependant, ce découragement a été surmonté et a trouvé son aboutissement avec cette conscience qu'ont prise les classes populaires. Même si la situation est extrême pour des millions de personnes, il y a aussi cette idée qu'il ne faut pas se rendre, parce que si l'impérialisme l'emporte, la situation sera bien pire.

Je crois qu'être au Venezuela, c'est se plonger dans un bain de réalité. Nombreux sont ceux et celles qui devraient aller au Venezuela prendre une leçon d'humilité et connaître un peuple qui se défend et se protège lui-même ; surtout ceux qui délégitiment le processus et le peuple parce qu'il continue de soutenir le gouvernement sans connaître en réalité les circonstances, sans s'être informé des raisons des agressions et de ce qui provoque cette guerre avec le Venezuela.

Et il est toujours agréablement étonnant de voir la joie de vivre avec laquelle le peuple vénézuélien vit ce processus, même dans les moments les plus difficiles, tels que les élections à l'Assemblée Constituante, étant donné le degré de violence organisée par la droite et la situation économique extrêmement dure. Il y a beaucoup à en apprendre, comme l'exemple que nous donnent des codes culturels et sociaux qui sont précieux pour la participation démocratique. Il y a là un enseignement à méditer afin d'améliorer nos propres garanties démocratiques.

Source : Prensa Corriente Revolucionaria Bolívar y Zamora, le 24 mai 2018
Traduction : Paula Faraone
Venezuela Info 28 mai 2018

Grève des camionneurs au Brésil : dernier tremblement avant les élections ?

Par Florence Poznanski

Au Brésil, depuis le 21 mai, les camionneurs ont bloqué les routes du pays. Ce dernier a été presque paralysé pendant une dizaine de jours : pénurie d'aliments sur les étals des supermarchés, d'essence entraînant la suppression de nombreux vols, voire même la suspension des classes, de certains services publics et des transports publics dans de nombreux États.

Alors que les principaux syndicats du pays tentent d'organiser une grève générale depuis au moins deux ans, ces camionneurs au profil très diversifié ont obtenu ce résultat en quelques jours. Depuis les grandes manifestations de 2013 contre le gouvernement, le pays n'avait pas connu un tel soubresaut qui a entre-autres entraîné la démission du président de l'entreprise pétrolière semi-publique Petrobrás. Comment comprendre les enjeux de ce mouvement et que nous enseigne-t-il sur les forces en présence dans la perspective des élections présidentielles d'octobre ?

Les camionneurs, nouveaux acteurs de la discorde

Le monde des camionneurs est peu connu des syndicats, de la presse, des mouvements politiques. Ils sont pourtant estimés à plus d'un million, dans un pays extrêmement dépendant du transport routier et travaillent souvent dans des conditions précaires. Certains sont salariés, mais beaucoup sont indépendants, propriétaires de leurs camions, à la tête d'une petite entreprise de transport ou louent simplement des véhicules au coup par coup. Il ne s'agit donc pas d'une catégorie homogène et unifiée et leurs mots d'ordres et revendications ne le sont pas non plus. Mais la principale a porté sur la réduction du prix de l'essence, qui a augmenté de 21 % en un an en raison d'ajustements journaliers pratiqués par Petrobrás. Un thème qui a bien-sûr attiré la sympathie d'une grande partie de la population, mais qui intéresse aussi le patronnât dont la participation à l'essor de la grève a été importante.

Or il y a plusieurs façons de réduire le prix du diesel. La première qui a fait l'objet de l'accord signé ce dimanche 27 mai avec le gouvernement consiste à compenser l'augmentation du prix par une baisse des impôts indirects prélevés par l'Union et les États fédérés. Si elle engendre de fait une réduction du prix, il s'agit d'une mesure court-termiste et très onéreuse pour l'État puisqu'il s'agit de 2,1 milliards d'euros qui manqueront aux recettes publiques d'ici la fin de l'année. Mais qui dit baisse des impôts, dit rapide satisfaction des contribuables et la grande majorité des grévistes défend cette mesure.

Pourtant cette mesure ne résoudra pas le problème structurel de l'augmentation des prix. Pour cela, il faudrait revoir la politique tarifaire pratiquée par Petrobrás depuis 2016, date de l'arrivée de l'ancien consultant au Fonds monétaire international (FMI) Pedro Parente à la tête de l'entreprise suite à une des premières lois votées par le gouvernement Temer pour accélérer le processus de privatisation de l'entreprise. Cette dernière a supprimé la politique de régulation des prix mise en place par l'ancien gouvernement qui visait à adapter le prix de l'essence à l'évolution du marché international, soumettant les tarifs aux variations des prix du pétrole et à celui du taux de change, qui ont tous deux beaucoup augmenté depuis le début de l'année. Sans cette transformation profonde, aucune perspective d'évolution à long terme.

Un enjeu à haute tension

Mais revenir sur cette politique revient à remettre en cause un des principaux enjeux qui a motivé le coup d'État contre la présidente Dilma Rousseff en 2016 : le processus de privatisation de Petrobrás via la fin de son droit prioritaire d'exploitation des ressources pétrolières « offshore » situées sur le territoire brésilien et l'ouverture progressive des gisements de pétrole au marché international. La politique tarifaire appliquée par Parente depuis 2016 – et qui a fait croître de 143 % le cours des actions de Petrobrás –, n'est qu'une conséquence de ce changement de cap stratégique de l'entreprise qui privilégie l'exportation du pétrole (à bas coût) et l'importation de l'essence (plus chère) au développement de l'industrie nationale de raffineries et à l'application d'une politique nationale de régulation des prix.



Au Brésil, les camionneurs ont bloqué les routes du pays

Malheureusement ce point est resté secondaire dans les revendications des camionneurs. Plusieurs raisons peuvent expliquer cela : une faible connaissance du sujet de la part des grévistes, l'influence des représentants des syndicats patronaux dans la négociation des grévistes et le retard pris par les autres centrales syndicales de travailleurs à se rapprocher du mouvement en raison d'une forte divergence politique avec les positions (pro-dictature) prises par une partie des camionneurs.

Si le mouvement des camionneurs s'est en partie résorbé, il a été rejoint ce mercredi 30 mai par la grève des travailleurs du pétrole, mettant cette fois-ci au centre du débat la politique de Petrobrás. De plus le chaos logistique dans lequel est plongé le pays et qui demandera encore de nombreuses semaines pour se résorber, laisse un état de bouillonnement à ne pas négliger. Localement d'autres catégories ont aussi engagé des grèves locales.

Et le mouvement a porté ses fruits puisque le vendredi 1er juin, Pedro Parente a annoncé sa démission pour marquer son désaccord avec la mesure prise par le gouvernement de contenir les prix. Mesure qu'il voit comme un retour de la politique de régulation étatique qu'il refuse. Une décision qui va davantage dans le sens d'une contestation à la réponse gouvernementale que dans celui de répondre aux attentes des grévistes et qui affaiblit encore davantage le président non-élu Michel Temer.

Alors que l'accord signé avec les camionneurs dimanche 27 mai ne prévoit qu'une baisse provisoire des impôts sur le diesel pendant deux mois, le prix de l'essence augmentait le 30, ce qui a été perçu par la population comme une trahison. Une augmentation pensée par Petrobrás pour compenser la baisse du diesel contre laquelle Temer n'a pas pu s'opposer, pris dans le chantage politique de Parente qu'il a fini par perdre. Mais malgré la démission de Parente, le nouveau président nommé à Petrobrás ne devrait pas changer de stratégie tarifaire.

Enfin, Temer a à nouveau fait appel aux forces armées pour contenir le mouvement en utilisant une mesure légalement discutable et sur laquelle les militaires n'ont pas manqué de communiquer leur inconfort à intervenir sur des dossiers qu'ils jugent ne pas être de leur responsabilité.

Quid des élections ?

A quelques mois du début de la campagne électorale, toute déstabilisation de ce genre n'est pas à prendre à la légère. Mais au vu de la force de ce mouvement, il est difficile d'envisager maintenant la possibilité d'une destitution anticipée de Michel Temer, comme certaines hypothèses ont pu le laisser présager jusqu'ici. Si Temer a tenu jusqu'ici, avec un taux d'impopularité « supérieur à celui d'une blatte » tel qu'aiment à en rire certains, il tiendra certainement jusqu'aux élections.

De même, la perspective d'un report des élections semble s'estomper au fur et à mesure que les jours d'emprisonnement de l'ancien président Luiz Inacio Lula Da Silva s'allongent. La libération de Lula serait en effet pour la droite l'unique raison viable de s'engager dans un tel scénario aux conséquences lourdes vis-à-vis de l'opinion internationale. Malheureusement, Lula, toujours donné largement gagnant au premier tour dans tous les sondages, est en prison depuis maintenant plus de 50 jours. Et si le comité des droits humains de l'ONU a annoncé récemment qu'il enquêtait formellement sur les exactions pratiquées tout au long de son procès, ayant porté atteintes aux libertés fondamentales de l'ancien président, le jugement d'un nouveau recours de la défense par le Tribunal suprême fédéral (TSF), prévu pour mi-mai, a été reporté.

Pendant ce temps, la droite se cherche un candidat en mesure de faire plus de 10 % dans les sondages et Jair Bolsonaro, le candidat d'extrême-droite, se stabilise à la deuxième place dans les intentions de vote.

Photos : Jeso Carneiro et Isis Medeiros
Mémoire des luttes 5 juin 2018

Cinquante-et-un millions de foyers américains ne peuvent se permettre un «budget de survie»

Par Kate Randall

Des données récemment publiées ont jeté un éclairage révélateur sur l'état de l'inégalité des revenus en Amérique, une décennie après la Grande Récession de 2008. Tandis que le salaire des PDG atteint des sommets inégalés, près de 51 millions de foyers américains ne peuvent pas se permettre d'acheter des produits de première nécessité comme le logement, la nourriture et les soins de santé. Les chiffres montrent qu'une oligarchie minuscule de super-riches continue de renforcer son emprise sur la société, pendant que de plus en plus de familles luttent pour s'en sortir.

Le New York Times a publié vendredi le classement Equilar 200 des PDG les mieux rémunérés pour 2017. Ce sondage, réalisé chaque année par la firme de consultants en rémunération des cadres Equilar, dresse la liste des primes versées aux PDG des sociétés américaines cotées en bourses ayant un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard de dollars.

Les entrées concernant les 10 PDG les mieux payés en 2017 montrent non seulement d'immenses forfaits de rémunération, mais également d'énormes augmentations en pourcentage par rapport à 2016.

*No. 1: Hock E. Tan de Broadcom, avec une rémunération totale de 103.211.163 $ – en hausse de 318 % par rapport à 2016.

*No. 2: Frank J. Bisignano de First Data, avec une rémunération totale de 102.210.396 $ – en hausse de 646 % par rapport à 2016.



Près de 51 millions de foyers américains ne peuvent pas se permettre d'acheter des produits de première nécessité comme le logement, la nourriture et les soins de santé

*No. 10: Stephen Kaufer de TripAdvisor, avec une rémunération totale de 43.160.584 $ – en hausse de 3400% par rapport à 2016.

Cette année, pour la première fois, dans le cadre de la loi bancaire Dodd-Frank de 2010, les sociétés américaines cotées en bourse doivent commencer à publier des comparaisons entre la rémunération de leur

suite à la page(15)

Marcus Garvey: militant aux convictions panafricanistes 17 août 1887 - 10 juin 1940

Par Frantz Latour

Marcus Garvey est né en Jamaïque en 1887. Ouvrier imprimeur, il devient syndicaliste et consacre sa vie à œuvrer pour l'émancipation et l'union de la diaspora africaine.

Après avoir voyagé en Europe, Garvey arrive aux États-Unis en 1916 et fonde l'UNIA (United Negro Improvement Association, association d'union pour l'amélioration de la condition nègre) qui parviendra à toucher 300 000 sympathisants dans l'ensemble du pays.

Ne croyant pas à l'intégration des descendants des Africains déportés, Garvey, radicalement opposé aux partisans de l'intégration, dont le chef de file est W.E.B. Du Bois, prône le retour en Afrique et notamment au Liberia, colonisé en 1821 pour accueillir les esclaves américains libérés.

Favorable aux révolutionnaires européens de son époque, Garvey se distingue cependant en refusant que les différences de « race » passent après les différences de classe.

En 1919, Garvey fonde la Black Star Line, une compagnie maritime que finance une souscription lancée auprès des Afro-Américains. Le but est de les transporter, eux et les Antillais, en Afrique. La Black Star Line s'inscrit dans une entreprise plus globale visant à établir un réseau économique et industriel propre à la communauté afro-américaine qui permettra de financer le retour en Afrique. L'entreprise se limitera à quelques usines et surtout au journal The Negro World qui aura assez de retentissement pour être interdit dans la plupart des pays colonisateurs.

Les difficultés financières de la Black Star Line, en 1922, vont mettre un terme à la carrière de Garvey qui, accusé d'escroquerie, est écroué à Atlanta en 1925 et expulsé des États-Unis deux ans plus tard. Après avoir tenté de relancer son mouvement -non sans un certain succès – en Jamaïque, Garvey s'installe en Angleterre en 1935 et il y meurt d'une crise cardiaque le 10 juin 1940.

Garvey a eu une grande influence sur le mouvement rasta de Jamaïque qui a surtout retenu ses références à l'Éthiopie. Il reste que les limites de Garvey sont d'avoir prôné, sur le modèle sioniste, un retour colonial dans une Afrique qu'il ne connaissait pas et de n'avoir pas su dépasser l'idée de race (d'où certaines accusations – parfois fondées – de rapprochement avec les fascistes européens ou le Ku Klux Klan qui, au fond, se serait accommodé d'un départ de tous les Afro-Américains).


Marcus Garvey, militant panafricaniste

Mais l'intérêt de la démarche de Garvey est d'avoir compris que le discours de gauche, notamment marxiste, était loin d'être clair sur la question du racisme, d'avoir cerné l'unité historique des diasporas antillaise et afro-américaine, liées par l'expérience de la déportation esclavagiste, et surtout d'avoir entrevu que cette diaspora pouvait constituer une force économique autant que politique.

Certes, la position de Garvey était compréhensible dans le contexte de l'époque. Mais, autres temps, autres pensées politiques et idéologiques. Aux aspects positifs de Marcus Garvey, il convient de puiser dans les enseignements et militances révolutionnaires des Joseph Ignace, esclave guadeloupéen devenu militant indépendantiste; Marcel Manville, militant martiniquais contre la colonisation et proche de Frantz Fanon en Algérie; Thomas Sankara, Che Guevara, Fidel Castro; Um Nyobé, dirigeant camerounais et première personnalité politique à revendiquer l'indépendance de son pays; et plus près de nous Elie Domota, syndicaliste guadeloupéen , porte-parole du Liyannaj Kont Pwofitasyon (Collectif contre l'exploitation outrancière) ou LKP, et secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG), syndicat majoritaire de la Guadeloupe.

Les héritiers les plus visibles de Garvey restent: Kwame Nkrumah et Malcolm X. Garvey a inspiré les indépendantistes zimbabwéens; les défenseurs de la cause noire en Afrique du Sud, Julius Nyerere, premier président de la Tanzanie; Kamuzu Banda, premier président du Malawi.

Sources:
Marcus Garvey. Une autre histoire. Août 2013
Marcus Garvey, le "premier président de l'Afrique" Histoire africaine, février 2017

DÉCÈS DU PASTEUR MALHERBE JOSEPH

Haïti Liberté annonce avec infiniment de peine la triste nouvelle de la mort du Pasteur Malherbe Joseph survenue le dimanche 27 mai dernier après une maladie qu'il a courageusement supportée, à l'âge de 74 ans.

Nous présentons nos condoléances émues à son épouse Mme Rita Dupont Joseph, à son fils Jean Malherbe Joseph et à tous les autres parents et amis que ce deuil afflige.

Les dépouilles mortelles du pasteur seront exposées le vendredi 8 juin de 4h à 9h PM à l'église Baptiste haïtienne Ebenezer située au 1058 Président Street Brooklyn, NY 11225, coin de Bedford Ave.

Les funérailles du Pasteur Joseph seront chantées le samedi 9 Juin à 8 heures du matin à la même église Ebenezer et l'inhumation se fera au Cimetière de Canarsie.

Paix à son âme !



La classe ouvrière doit se mobiliser pour la libération de Julian Assange!



Une veillée exigeant la liberté de Julian Assange aura lieu à Londres à l'ambassade équatorienne le mardi 19 Juin prochain

Par André Damon

Depuis près de six ans, Julian Assange, qui a dévoilé les crimes de l'armée et des services secrets américains, est emprisonné à Londres, pris au piège dans l'ambassade d'Équateur dans des conditions de plus en plus précaires et dangereuses. Pendant plus de deux mois, il a été privé de tout contact avec le monde extérieur, incapable de recevoir des visiteurs, de téléphoner ou d'accéder à l'Internet.

Les auteurs de ce crime ne sont pas les gouvernements dénoncés systématiquement comme « régimes voyous » par les puissances impérialistes et ciblés pour être agressés militairement, mais ces puissances impérialistes mêmes, en premier lieu l'Angleterre, l'Australie et les États-Unis.

A présent, le gouvernement équatorien de Lenin Moreno négocie activement avec l'Angleterre pour expulser Assange. Après les élections de l'an dernier, Moreno a cherché à se rapprocher des Etats-Unis, ce qui impliquait de remettre le journaliste aux tortionnaires et criminels de guerre à Washington.

Assange est attaqué parce qu'il a révélé au monde les atrocités militaires, les assassinats, les meurtres de journalistes et les complots de la CIA pour saboter et subvertir la démocratie dans le monde entier. Il a pris au sérieux sa vocation de journaliste en affirmant le droit des peuples à savoir ce que font leurs gouvernements.

Assange est confronté à un énorme défi. Il fait face à une conspiration de la part d'États parmi les plus puissants au monde et venant des intérêts les plus réactionnaires.

Aux États-Unis, le Parti démocrate a mis la persécution de WikiLeaks et d'Assange au centre de sa campagne anti-russe, utilisée pour exiger une escalade de la guerre au Moyen-Orient et une agression de la Russie, et pour censurer l'Internet. Dans l'attaque contre Assange, les deux objectifs sont combinés. Les principaux républicains, quant à eux, ont ouvertement appelé au transfert d'Assange à Guantanamo Bay et même à son assassinat.

Mais au moment où les États-Unis et l'Angleterre rendent la détention d'Assange d'autant plus draconienne et plus intolérable, une nouvelle force entre dans l'arène politique mondiale: la classe ouvrière internationale, ce qui ouvre de nouvelles possibilités pour sa défense.

Depuis les enseignants des États-Unis jusqu'aux masses d'Afrique du Nord, en passant par les camionneurs du Brésil, les cheminots et les jeunes en France, les travailleurs aériens en Allemagne et ceux de l'automobile en Roumanie, la classe ouvrière internationale est engagée dans une vague montante de luttes sociales.

Ce mouvement de masses de travailleurs contre les inégalités, l'oppression et l'exploitation de classe est, par sa logique même, lié à la lutte pour la défense des droits démocratiques et la lutte contre la guerre.

La récente vague de grèves des enseignants aux États-Unis a montré que l'accès à l'Internet et l'échange d'informations sont une condition essentielle du développement de la lutte des classes. Ce n'est pas seulement que la classe ouvrière est importante pour la défense des droits démocratiques, mais les droits démocratiques sont vitaux pour la classe ouvrière!

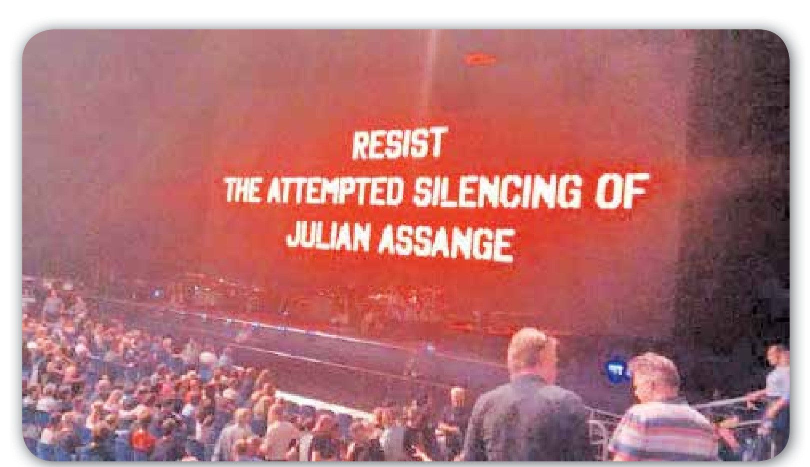
Pour organiser et faire avancer leurs luttes, les travailleurs doivent pouvoir communiquer librement, exprimer leurs points de vue et, surtout, connaître la vérité. Ce rapport doit être rendu conscient, et devenir ainsi la base d'une lutte.

Alors que la classe ouvrière était entraînée dans la lutte, un phénomène inverse s'est fait jour parmi les organisations qui ont d'abord salué Assange comme un héros et lui ont fait un accueil délirant de célébrité internationale, mais l'ont depuis traité comme un paria.

L'Organisation socialiste internationale (ISO), un exemple typique de ces gens, exprime essentiellement les conceptions de la pseudo-gauche parlant au nom de la classe moyenne supérieure. Après que les procureurs suédois ont lancé contre Assange des accusations de viol fabriquées de toutes pièces en novembre 2010, l'ISO a publié une défense d'Assange intitulée « Pourquoi nous sommes avec WikiLeaks. » Elle dénonçait les accusations de viol portées contre lui comme « cyniques et opportunistes. »

L'article poursuivait en citant une déclaration, parue dans le Guardian, du groupe Women Against Rape (Femmes contre le viol) déclarant: « Il y a une longue tradition de l'utilisation du viol et d'agressions sexuelles en faveur de programmes politiques qui n'ont rien à faire avec la sécurité des femmes. Dans le sud des États-Unis, le lynchage des hommes noirs était souvent justifié par le fait qu'ils avaient violé ou même regardé une femme blanche. »

Il concluait en affirmant que « les poursuites contre Assange font partie d'une guerre gouvernementale contre la dissidence ».



Ce message a été diffusé au-dessus de la scène du concert « Us + Them 2018 » du musicien Roger Waters à Berlin, en Allemagne, le 2 juin dernier

Cette déclaration constitue maintenant une mise en accusation de ses auteurs, qui ont totalement abandonné Assange, le laissant à la merci des États américain et anglais. L'ISO avait changé d'avis et déclaré en 2012 : «Julian Assange doit répondre à des accusations de viol», l'accusant lui et ses partisans d'avoir «refusé de prendre au sérieux les allégations de viol».

Et c'est la position de l'ISO depuis. Au cours des six dernières années, l'ISO n'a publié aucune déclaration sur la détention d'Assange. Une évaluation similaire peut être faite du NPA en France, du Parti de gauche en Allemagne, des Socialistes Démocrates d'Amérique et d'innombrables autres organisations de la pseudo-gauche.

Même Intercept a publié des attaques calomnieuses sur Assange, l'accusant en février 2018 non seulement de « sexisme et de misogynie », mais d' « antisémitisme ». Le Guardian, qui a travaillé en étroite collaboration avec WikiLeaks en 2010, et a publié en 2013 les fuites produites par Edward Snowden, est à la pointe d'une campagne mensongère pour expulser Assange de l'ambassade d'Équateur.

Au cours de la période qui a suivi, des groupes de la pseudo-gauche comme l'ISO sont devenus les partisans les plus virulents des opérations de changement de régime des États-Unis au Moyen-Orient et se sont focalisés sur les questions de style de vie et d'identité sexuelle. Cela a abouti à la campagne réactionnaire #MeToo, qui à bien des égards trouve son origine dans les accusations fabriquées contre Assange.

Qu'est-ce qui explique cette transformation? Le point d'inflexion est venu avec la guerre en Libye et le début de l'opération américaine de changement de régime en Syrie. Ces événements annonçaient un changement dans la politique des partis de la classe moyenne supérieure aisée qui avaient précédemment prétendu s'opposer à la guerre en Irak, et avaient fait semblant, comme dans les manifestations Occupy Wall Street de 2011, de s'opposer aux inégalités sociales.

Autrement dit, la politique identitaire est devenue un moyen d'établir une alliance de plus en plus directe entre la classe moyenne supérieure aisée et l'impérialisme américain. Socialist Alternative en Australie dénonça publiquement le « réflexe anti-impérialiste » et l'universitaire « de gauche » Juan Cole affirma que les efforts de l'OTAN pour «se débarrasser du régime meurtrier de Kadhafi » valaient « les sacrifices en vies et en trésor » ; il déclara « Si l'OTAN a besoin de moi, me voilà. »

La lutte pour défendre Julian Assange comme la défense de tous les droits démocratiques doivent être menées en opposition à tous ces propagandistes de la classe moyenne en faveur de l'impérialisme. Si Assange doit être libéré, c'est la classe ouvrière qui assurera sa libération. Assange trouvera dans la masse des travailleurs et des jeunes du monde entier des alliés beaucoup plus fiables.

A cette fin, une initiative critique a été prise par le Parti de l'égalité socialiste en Australie. Il appelle à un renouveau et à une extension du combat pour la liberté d'Assange lors d'une manifestation le 17 juin à Sydney, qui sera suivie, le 19 juin, d'une veillée organisée par les partisans de WikiLeaks à Londres et dans d'autres villes.

La manifestation du 17 juin exigera que le gouvernement australien étende à Assange les droits qui devraient lui être accordés en tant que citoyen australien et qu'il garantisse son retour en Australie avec des garanties contre l'inculpation et l'extradition vers les États-Unis.

Nous appelons les travailleurs et les jeunes du monde entier à promouvoir et à faire connaître les initiatives internationales en faveur de Julian Assange, et à y participer.

Wsws 31 mai 2018

Suite de la page (7)

Publibook, 2012. Des ouvrages instructifs, critiques et complets qui traitent entre autres des origines de la représentation du cheveu crépu et de la peau noire, des canons de l'esthétique, du corps dans la société de consommation …

Ses études s'intéressent au choix des sujets qui ont pris de la distance avec la pratique du cheveu défrisé de plus en plus décriée, mais qui se voit sinon remplacée, du moins concurrencée par l'abondante consommation faite des faux-cheveux (perruque, postiche, cheveu d'appoint, cheveu accessoire, cheveu synthétique…). Il s'agit de montrer que le discours qui sous-tend le passage d'une forme de traitement du cheveu crépu à une consommation de cheveux « sans racines », procède de la même stigmatisation du cheveu crépu, et de son rejet par conséquent …

L'étude qu'elle se propose dans le cadre du colloque est basée sur une enquête sociologique, qui s'inscrit dans la lignée des deux précédents ouvrages qui explorent la problématique de l'esthétique d'emprunt ou de dénaturation chez les populations africaines et afro descendantes, appréhendée à travers le paradigme des séquelles psychologiques de la TNT (Traite Négrière Transatlantique).

Lancé en 2016 en Haïti, sous la houlette de la jeune haïtienne docteure en psychologie, Judite Blanc, ce vaste atelier transatlantique sur le trauma historique, la créativité et l'innovation dans les communautés afro descendantes a pris de l'ampleur en 2018, ou des universitaires, des chercheurs. res, des scientifiques, des penseurs. res, des créateurs.trices, des innovateurs.trices, des militants.tes et des artistes d'horizons diverses étaient invités.es à discuter de la question dans quatre pays différents.

Suite de la page (8)

à mobiliser grand monde. Ces organisations Populaires voulaient déclencher un vaste mouvement de contestation populaire contre le « grand bluff » des « Etats généraux Sectoriels » et la manière dont le dossier de PetroCaribe est géré par l'Administration Moïse/Lafontant et leurs amis du Parlement. Elles avaient comme ambition d'organiser pas moins de 19 manifestations sur 19 sites différents dans la capitale. Baptisées « Manifestasyon Sektoryèl 9.9 », ces mouvements de contestation avaient pour objectif, selon leurs initiateurs, d'obtenir le départ du Président Jovenel Moïse. Pour Etzer Jean-Louis, Coordonnateur de AAPA et Louisma Ulrick, porte-parole de RASOH (Rasanbleman Pou Sove Ayiti), « il faut faire partir Jovenel Moïse du Palais national si le pays veut connaître la vérité dans l'affaire PetroCaribe ». Cette mobilisation de grande ampleur anti-corruption devait débuter le 19 avril pour s'achever avec la fuite de Jovenel du Palais tout au moins, sinon son arrestation. C'est ce qu'espérait ce groupe d'opposants. Or, non seulement les grosses légumes de l'opposition n'ont pas pointé leur nez, la mobilisation elle-même a été un vrai fiasco. En réalité les grandes figures de l'opposition n'avaient pas répondu à l'appel.

Ce qui peut, là encore, renforcer Jovenel Moïse dans sa certitude comme quoi tout ce qu'il entreprend reçoit la bénédiction de la population, ce qui est loin de la vérité. D'ailleurs, au moment où vous lisez cette Tribune, Jovenel Moïse est toujours au pouvoir, affichant deux voyages coup sur coup à l'étranger. Le premier à Taipei en Taïwan (26 mai au 2 juin) où il a été accueilli avec fastes et solennité par son homologue Taïwanais. En marge de ce périple dans la lointaine Asie, plusieurs promesses et signatures de coopération ont été signées entre l'île rebelle et Port-au-Prince aux dépens de la Chine continentale qui frappe à la porte d'Haïti en vue d'investir des milliards de dollars pour la reconstruction et le développement du pays. Le deuxième ce sera au Québec au Canada entre les 8 et 9 juin qui sera pour lui juste un acte de présence sans grands intérêts. Ce déplacement au pays des Trudeau pour participer au Sommet du G7 qui est un grand événement politico médiatique ne concerne, en fait, que les « grands » de ce monde, les sept Etats les plus riches et plus puissants économiquement de la planète. Alors dans ce cas, l'on s'interroge. Mais où est bien passée l'opposition haïtienne ?

C.C

Suite de la page (16)

GROUPE H

JAPON :

Gardiens : Eiji Kawashima (Metz), Masaaki Higashiguchi (Gamba Osaka), Kosuke Nakamura (Kashima Antlers)

Défenseurs : Yuto Nagatomo (Galatasaray), Gotoku Sakai (Hamburg), Tomoaki Makino (Urawa Diamonds Red), Gen Shoji (Urawa Diamonds Red), Wataru Endo (Urawa Diamonds Red), Maya Yoshida (Southampton), Hiroki Sakai (Marseille) Naomichi Ueda (Kashima Antlers)

Milieux de terrain : Makoto Hasebe (Eintracht Francfort), Shinji Kagawa (Borussia Dortmund), Gaku Shibasaki (Getafe), Hotaru Yamaguchi (Cerezo Osaka), Ryota Oshima (Kawasaki), Keisuke Honda (Pachuca), Genki Haraguchi (Düsseldorf), Takashi Inui (Eibar), Takashi Usami (Düsseldorf)

Attaquants : Shinji Okazaki (Leicester), Yuya Osako (Werder Brême), Yoshinori Muto (Mayence)

POLOGNE :

Gardiens : Bartosz Bialkowski (Ipswich Town/ANG), Lukasz Fabianski (Swansea/ANG), Wojciech Szczesny (Juventus Turin/ITA)

Défenseurs : Jan Bednarek (Southampton/ANG), Bartosz Bereszynski (Sampdoria Gênes/ITA), Thiago Cionek (SPAL/ITA), Kamil Glik (AS Monaco/FRA), Lukasz Piszczek (Borussia Dortmund/ALL), Artur Jedrzejczyk (Legia Varsovie/POL), Michal Pazdan (Legia Varsovie/POL)

Milieux : Jakub Blaszczykowski (Wolfsburg/ALL), Jacek Goralski (Ludogorets Razgrad/BUL), Kamil Grosicki (Hull/ANG), Grzegorz Krychowiak (West Bromwich Albion/ANG), Rafal Kurzawa (Gornik Zabrze/POL), Karol Linetty (Sampdoria Gênes/ITA), Slawomir Peszko (Lechia Gdansk/POL), Maciej Rybus (Lokomotiv Moscou/RUS), Piotr Zielinski (Naples/ITA)

Attaquants : Dawid Kownacki (Sampdoria Gênes/ITA), Robert Lewandowski (Bayern Munich/ALL), Arkadiusz Milik (Naples/ITA), Lukasz Teodorczyk (RSC Anderlecht/BEL).

COLOMBIE :

Gardiens: José Fernando Cuadrado (Once Caldas), David Ospina (Arsenal/ANG), Camilo Vargas (Deportivo Cali).

Défenseurs: Yerry Mina (Barcelone/ESP), Santiago Arias (PSV/HOL), Davinson Sanchez (Tottenham/ANG), Frank Fabra (Boca/ARG), Johan Mojica (Gérone/ESP), Oscar Murillo (Pachuca/MEX), Cristian Zapata (AC Milan/ITA).

Milieux: James Rodriguez (Bayern/ALL), Juan Fernando Quintero (River/ARG), Abel Aguilar (Cali), Wilmar Barrios (Boca/ARG), Juan Cuadrado (Juventus/ITA), Jefferson Lerma (Levante/ESP), Carlos Sanchez (Espanyol/ESP) Mateus Uribe (America/MEX).

Attaquants: Falcao (Monaco/FRA), Carlos Bacca (Villarreal/ESP), Luis Muriel (Séville/ESP), Miguel Borja (Palmeiras/BRE), José Izquierdo (Brighton/ANG).

SÉNÉGAL :

Gardiens : Abdoulaye Diallo (Stade Rennais), Khadim Ndiaye (Horoya Athletic Club), Alfred Gomis (SPAL).

Défenseurs : Kalidou Koulibaly (Napoli), Lamine Gassama (Alanyaspor,), Kara Mbodji (Anderlecht,), Youssouf Sabaly (Bordeaux,), Moussa Wague (KAS Eupen), Salif Sané (Hanovre), Saliou Ciss (Valenciennes).

Milieux : Pape Alioune Ndiaye (Stoke City), Cheikh Tidiane Ndoye (Birmingham), Cheikhou Kouyate (West Ham), Alfred Ndiaye (Wolverhampton), Idrissa Gana Gueye (Everton).

Attaquants : Balde Keita (Monaco), Ismaïla Sarr (Stade Rennais), Moussa Sow (Bursaspor), Moussa Konaté (Amiens SC), Sadio Mane (Liverpool), Diafra Sakho (Stade Rennais), Mbaye Niang (Torino), Mame Biram Diouf (Stoke City).

Suite de la page (12)

directeur général et la rémunération médiane des autres salariés. (Les chiffres ne sont pas encore disponibles pour tous les PDG les mieux rémunérés.)

Voici quelques-uns des ratios de rémunération pour 2017:

*Mindy Grossman, de Weight Watchers International, avec une rémunération totale de 33.371.856 $ américains, a reçu 5908 fois le salaire médian des employés (6013 $).

*Margaret H. Georgiadis, de Mattel, avec 31.275.289 $ en rémunération totale, a reçu 4987 fois le salaire médian des employés (6271 $).

*Michael Rapino, de Live Nation Entertainment, dont la rémunération totale a augmenté de 577% pour s'établir à 70.615.760 $, a reçu 2893 fois le salaire médian des employés (24.416 $).

Dans une autre perspective, un travailleur de Walmart gagnant le salaire médian de 19.177 $ au sein de l'entreprise devra travailler pendant plus de 1000 ans pour obtenir les 22,2 millions de dollars que le PDG de la société, Doug McMillon, a reçus en 2017.

Parmi les entreprises qui ont révélé les ratios de rémunération des PDG, la médiane était de 275 à 1, c'est-à-dire que l'employé type devait travailler 275 ans pour obtenir la rémunération annuelle du chef de la direction de son entreprise.

Tandis que la rémunération des PDG continue d'augmenter – les 200 premiers PDG recevant une augmentation moyenne de 14% en 2017, contre 9% en 2016 et 5% en 2015 – 50,8 millions de ménages américains ne peuvent pas se permettre un budget mensuel de base, incluant la nourriture, les soins aux enfants, les soins de santé, le transport et un téléphone intelligent. Les nouvelles données ont été mises à disposition mardi dernier par le projet ALICEde la United Way (Centraide).

Parmi ceux qui luttent pour atteindre un budget mensuel de base, on retrouve 16,1 millions de ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté fédéral officiel, soit 24.300 $ pour une famille de quatre en 2016. Mais aussi 34,7 millions de familles appelées ALICE, ce qui signifie Actif limité, revenu restreint, employé (Asset Limited, Income Constrained, Employed). En d'autres termes, ces ménages comprennent des membres actifs et ne sont pas «officiellement» pauvres, mais ne peuvent pas se permettre les nécessités de base.

Comme le communiqué du projet ALICE le note, «ALICE, ce sont les travailleurs de la petite enfance, les aides-ménagères et les employés de magasin du pays, les hommes et les femmes qui occupent des emplois peu rémunérés». Ce sont les travailleurs des entreprises dont les PDG se classent parmi les 200 premiers dans la catégorie des salaires, entre autres McDonald's, Walgreens, Office Depot et les sociétés de services alimentaires Aramark et Sysco.

Parmi les résultats mis en évidence par l'étude, on retrouve les données suivantes:

*Les deux tiers de tous les emplois américains dans le pays sont faiblement rémunérés – moins de 20 $ l'heure, ou 40.000 $ par année si le travail est à temps plein.

*Plus de 30 % des ménages dans chaque État ne peuvent se permettre un «budget de survie» de base. Le pourcentage de ces familles varie de 32% au Dakota du Nord à 49% en Californie, au Nouveau-Mexique et à Hawaï.

*Les familles qui gagnent plus que le seuil de pauvreté, mais qui peinent à se procurer les produits de première nécessité, sont plus nombreuses que les ménages vivant dans la pauvreté dans les 50 États.

*La Californie, le Texas et la Floride – respectivement les premier, deuxième et quatrième États les plus peuplés – comptent le plus grand nombre de ménages ALICE au pays.

Également publiée mardi, une étude du Conseil de la Réserve fédérale expose la situation financière précaire à laquelle sont confrontés des millions de travailleurs américains et leurs familles. Le «Rapport sur le bien-être économique des ménages américains en 2017» a révélé que 4 adultes sur 10, s'ils devaient faire face à une dépense imprévue de 400 $, seraient incapables de la couvrir ou paieraient en vendant une possession ou en empruntant de l'argent.

Pour les familles ouvrières, de telles dépenses inattendues pourraient inclure une facture médicale, une réparation automobile, des réparations domiciliaires, le remplacement d'un appareil ménager, des taxes ou des amendes imprévues – et la liste continue. Alors que les PDG au sommet du palmarès ont des avoirs de plusieurs millions cachés dans des fonds obscurs, pour les travailleurs, une urgence imprévue peut signifier se priver de nourriture, être obligé de s'endetter davantage avec des cartes de crédit, de voir ses biens saisis ou d'être expulsé. L'étude a révélé que 3% des locataires ont été expulsés ou déplacés en raison de menace d'expulsion au cours des deux dernières années.

Le rapport a noté qu'un cinquième des adultes non retraités sont pessimistes quant à leurs futures opportunités d'emploi. Un nombre important de travailleurs sont en situation d'emploi précaire, un sixième ayant des horaires de travail irréguliers imposés par leur employeur et un dixième recevant leur horaire de travail moins d'une semaine à l'avance.

L'étude a révélé que plus de la moitié des étudiants de moins de 30 ans ont contracté une dette pour payer leurs études. Ceux qui n'ont pas réussi à obtenir un diplôme et ceux qui ont fréquenté des institutions à but lucratif risquaient davantage d'avoir pris du retard sur leurs paiements. Parmi ceux qui effectuent des paiements sur leurs prêts étudiants, le paiement mensuel typique se situe entre 200 et 300 $, ou 6 à 9% du revenu total pour quelqu'un qui travaille à temps plein à 20 $ l'heure.

Une autre étude de la Réserve fédérale, «La démographie de la richesse», a révélé que les personnes nées dans les années 1980, appartenant à la génération des milléniaux, couraient le plus grand risque de devenir une «génération perdue» en termes d'accumulation de richesse. Ce groupe d'âge est l'un de ceux qui risquent le plus d'être aux prises avec des dettes d'études. Alors que toutes les familles dirigées par une personne née en 1960 ou après n'ont pas réussi à récupérer économiquement depuis la Grande Récession, celles qui sont nées dans les années 1980 sont les moins susceptibles d'avoir retrouvé leur niveau financier d'avant 1980.

Il n'est pas surprenant que le rapport sur le «bien-être économique» ait révélé que moins des deux tiers des adultes non retraités pensaient que leur épargne-retraite était sur la bonne voie. Un quart n'avait aucune épargne-retraite ou aucun régime de pension.

Alors que les politiciens des deux grands partis propatronaux disent qu'il n'y a pas d'argent pour payer des salaires décents, l'éducation, la santé ou la retraite, les sociétés composant l'indice boursier Standard & Poor's 500 reposent sur le plus grand stock de liquidités de l'histoire, avec des estimations variant entre 1800 et 2200 milliards de dollars à la fin de 2017.

Les niveaux obscènes de rémunération accordés aux PDG et la lutte correspondante des familles ouvrières pour payer les factures mensuelles de base ne provoquent aucune réponse sérieuse de la part du Parti démocrate, obsédé par les allégations d'ingérence russe aux élections de 2016.

Les démocrates ont fourni les votes permettant le financement record de 700 milliards de dollars du Pentagone et pour obtenir la confirmation de l'administratrice d'un site de torture secret, Gina Haspel, à la tête de la CIA. Ils ne se sont pas opposés sérieusement à la réduction d'impôt de plusieurs milliers de milliards octroyée par Trump aux entreprises et aux riches. Pendant ce temps, des exigences de travail sont imposées sur Medicaid et les coupons alimentaires, sans pratiquement la moindre opposition du Parti démocrate.

La classe ouvrière doit rompre avec les deux partis de la classe capitaliste et construire un mouvement socialiste de masse pour s'emparer de la richesse de l'élite financière et mettre fin au système de profit. C'est seulement de cette façon qu'il sera possible de répondre aux besoins sociaux essentiels.

Wsws 30 mai 2018

Suite de la page (19)

Attaquants : Mario Mandzukic (Juventus/ITA), Ivan Perisic (Inter/ITA), Nikola Kalinic (AC Milan/ITA), Andrej Kramaric (Hoffenheim/ALL), Marko Pjaca (Schalke/ALL), Ante Rebic (Eintracht Francfort/ALL).

ARGENTINE :
Gardiens : Sergio Romero (Manchester United), Willy Caballero (Chelsea), Franco Armani (River Plate)
Défenseurs : Gabriel Mercado (FC Séville), Cristian Ansaldi (Torino), Nicolas Otamendi (Manchester City), Federico Fazio (AS Rome), Marcos Rojo (Manchester United), Nicolas Tagliafico (Ajax), Marcos Acuna (Sporting Lisbonne)
Milieux : Javier Mascherano (Hebei China Fortune), Eduardo Salvio (Benfica), Lucas Biglia (AC Milan), Giovani Lo Celso (PSG), Ever Banega (FC Séville), Manuel Lanzini (West Ham), Maximiliano Meza (Independiente), Angel Di Maria (PSG), Cristian Pavon (Boca Juniors)
Attaquants : Lionel Messi (Barça), Paulo Dybala (Juventus), Gonzalo Higuain (Juventus), Sergio Agüero (Manchester City)

ISLANDE :
Gardiens : Hannes Halldorsson (Randers), Runar Alex Runarsson (Nordsjælland), Frederik Schram (Roskilde)
Défenseurs : Ari Skulason (Lokeren), Hörour Magnusson (Bristol City), Ragnar Sigurosson (Rostov), Kári Árnason (Aberdeen), Holmar Eyjolfsson (Levski Sofia), Sverrir Ingason (Rostov), Birkir Sævarsson (Valur), Samuel Friojonsson (Valerenga)
Milieux : Gylfi Sigurosson (Everton), Aron Gunnarsson (Cardiff City), Emil Hallfredsson (Udinese), Birkir Bjarnason (Aston Villa), Johann Berg Guomundsson (Burnley), Olafur Skulason (Karabukspor), Arnor Traustason (Malmö), Rurik Gíslason (Sandhausen)
Attaquants : Alfreo Finnbogason (Augsburg), Björn Bergmann Siguroarson (Rostov), Jon Daoi Böovarsson (Reading), Albert Guomundsson (PSV)

NIGERIA :
Gardiens de but : Ikechukwu Ezenwa (Enyimba FC), Daniel Akpeyi (Chippa United), Francis Uzoho (Deportivo La Corogne)
Défenseurs : William Ekong (Bursaspor), Leon Balogun (FSV Mayence), Kenneth Omeruo (Kasimpasa), Brian Idowu (Amkar Perm), Chidozie Awaziem (Nantes FC), Abdullahi Shehu (Bursaspor FC), Tyronne Ebuehi (Ado Den Haag), Elderson Echiejile (Cercle Brugge)
Milieux de terrain : Mikel John Obi (Tianjin Teda), Joel Obi (Torino FC), Ogenyi Onazi (Trabzonspor), John Ogu (Hapoel Beer Sheva), Wilfred Ndidi (Leicester City), Oghenekaro Etebo (UD Las Palmas)
Attaquants : Odion Ighalo (Changchun Yatai), Ahmed Musa (CSKA Moscou), Victor Moses (Chelsea), Alex Iwobi (Arsenal), Kelechi Iheanacho (Leicester City), Nwankwo Simmy (Crotone)

***

GROUPE E
COSTA-RICA :
Gardiens: Keylor Navas (Real Madrid, ESP), Patrick Pemberton (Alajuelense, CRC), Leonel Moreira (Herediano, CRC).
Défenseurs: Cristian Gamboa (Celtic, SCO), Ian Smith (Norrkoping, NOR), Rónald Matarrita (New York City, USA), Bryan Oviedo (Sunderland, ENG), Oscar Duarte (Espanyol Barcelone, ESP), Giancarlo González (Bologne, ITA), Francisco Calvo, (Minnesota United, USA), Kendall Waston (Vancouver Whitecaps, USA), Johnny Acosta (Rionegro Águilas, COL).
Milieux: David Guzmán (Portland Timbers, USA), Yeltsin Tejeda (Lausanne, SUI), Celso Borges (Deportivo La Corogne, ESP), Randall Azofeifa (Herediano, CRC), Rodney Wallace (New York City, USA), Cristian Bolaños (Saprissa, CRC) Bryan Ruiz (Sporting Portugal, POR).
Attaquants: Daniel Colindres (Saprissa, CRC), Joel Campbell, (Betis Séville, ESP), Johan Venegas, (Saprissa, CRC), Marco Ureña (Los Angeles Galaxy, USA).

SUISSE:
Gardiens : Yann Sommer (Borussia Mönchengladbach/ALL), Yvon Mvogo (RB Leipzig/ALL), Roman Bürki (Borussia Dortmund/ALL).
Défenseurs : Stephan Lichtsteiner (Juventus/ITA), François Moubaldje (TFC/FRA), Nico Elvedi (Borussia Mönchengladbach/ALL), Manuel Akanji (Borussia Dortmund/ALL), Michael Lang (FC Bâle/ALL), Ricardo Rodriguez (AC Milan/ITA), Johan Djourou (Antalyaspor/TUR), Fabian Schär (Deportivo La Corogne/ESP).
Milieux : Remo Freuler (Atalanta Bergame/ITA), Granit Xhaka (Arsenal/ANG), Valon Behrami (Udinese/ITA), Steven Zuber (Hoffenheim/ALL), Blerim Dzemaili (Bologne/ITA), Gelson Fernandes (Eintracht Francfort/ALL), Denis Zakaria (Borussia Mönchengladbach, SUI), Xherdan Shaqiri (Stoke City/ANG).
Attaquants : Breel Embolo (Schalke 04/ALL), Haris Seferovic (Benfica/POR), Mario Gavranovic (Dinamo Zagreb/CRO), Josip Drmic (Borussia Mönchengladbach/ALL).

BRÉSIL :
Gardiens: Alisson (AS Rome/ITA), Ederson (Manchester City/ENG), Cassio (Corinthians)
Défenseurs: Danilo (Manchester City/ING), Fagner (Corinthians), Marcelo (Real Madrid/ESP), Filipe Luis (Atlético Madrid/ESP), Miranda (Inter Milan/ITA), Marquinhos (Paris SG/FRA), Thiago Silva (Paris SG/FRA), Geromel (Gremio)
Milieux : Casemiro (Real Madrid/ESP), Fernandinho (Manchester City/ENG), Paulinho (Barcelone/ESP), Renato Augusto (Beijing Guoan/CHN), Fred (Shakhtar Donestk/UKR), Philippe Coutinho (Barcelone/ESP), Willian (Chelsea/ENG)
Attaquants: Neymar (Paris SG/FRA), Gabriel Jesus (Manchester City/ENG), Roberto Firmino (Liverpool/ENG), Douglas Costa (Juventus/ITA), Taison (Shakhtar Donestk/UKR)

SERBIE :
Gardiens : Vladimir Stojkovic (Partizan Belgrade), Predrag Rajkovic (Maccabi Tel Aviv), Marko Dmitrovic (Eibar).
Défenseurs : Aleksandar Kolarov (AS Roma), Branislav Ivanovic (Zenit St. Petersburg), Dusko Tosic (Guangzhou R&F), Antonio Rukavina (Villarreal), Milos Veljkovic (Werder Bremen), Milan Rodic (Red Star Belgrade), Uros Spajic (Krasnodar), Nikola Milenkovic (Fiorentina).
Milieux de terrain : Nemanja Matic (Manchester United), Luka Milivojevic (Crystal Palace), Sergej Milinkovic-Savic (Lazio), Marko Grujic (Liverpool), Adem Ljajic (Torino), Dusan Tadic (Southampton), Filip Kostic (Hamburg SV), Andrija Zivkovic (Benfica), Nemanja Radonjic (Red Star Belgrade).
Attaquants : Aleksandar Mitrovic (Newcastle United), Aleksandar Prijovic (PAOK Salonika), Luka Jovic (Benfica)

****

GROUPE F
ALLEMAGNE :
Gardiens (3): Manuel Neuer (Bayern Munich), Marc-André Ter Stegen (Barcelone/Esp), Kevin Trapp (PSG).
Défenseurs (8): Marvin Plattenhardt (Hertha Berlin), Jonas Hector (FC Cologne), Matthias Ginter (Mönchengladbach), Mats Hummels (Bayern Munich), Niklas Süle (Bayern Munich), Antonio Rudiger (Chelsea), Jerome Boateng (Bayern Munich), Joshua Kimmich (Bayern Munich).
Milieux (10): Sami Khedira (Juventus Turin), Julian Draxler (PSG), Toni Kroos (Real Madrid), Mesut Özil (Arsenal), Thomas Müller (Bayern Munich), Sebastian Rudy (Bayern Munich), Julian Brandt (Bayer Leverkusen), Ilkay Gündogan (Manchester City), Leon Goretzka (Schalke 04), Marco Reus (Borussia Dortmund).
Attaquants (2) Timo Werner (RB Leipzig), Mario Gomez (VfB Stuttgart)

CORÉE DU SUD :
Gardiens : Kim Seung-gyu (Vissel Kobe), Kim Jin-hyeon (Cerezo Osaka), Cho Hyun-woo (Daegu FC).
Défenseurs : Kim Young-gwon (Guangzhou Evergrande), Jang Hyunsoo (FC Tokyo), Park Joo-ho (Ulsan Hyundai), Lee Yong (Jeonbuk Hyundai Motors), Go Yo-han (FC Seoul), Kim Min-woo (Sangju Sangmu), Hong Chul (Sangju Sangmu), Yun Young-sun (Seongnam FC), Jung Seung-hyun (Sagan Tosu), Oh Ban-suk (Jeju United).
Milieux : Ki Sung-yueng (Swansea City), Koo Ja-cheol (FC Augsburg), Lee Jae-sung (Jeonbuk Hyundai Motors), Jung Woo-young (Vissel Kobe), Ju Se-jong (Asan Mugunghwa), Lee Seung-woo (Hellas Vérone), Moon Seon-min (Incheon United).
Attaquants : Son Heung-min (Tottenham Hotspur), Kim Shin-wook (Jeonbuk Hyundai Motors), Hwang Hee-chan (Red Bull Salzbourg)

MEXIQUE:
Gardiens : Jose Corona (Cruz Azul), Guillermo Ochoa (Standard Liège/BEL), Alfredo Talavera (Toluca)
Défenseurs : Edson Alvarez (America), Hugo Ayala (Tigres), Hector Herrera (Porto/POR), Rafael Marquez (Atlas), Hector Moreno (Real Sociedad/ESP), Diego Reyes (Porto/POR), Carlos Salcedo (Einracht Francfort/GER)
Milieux : Javier Aquino (Tigres), Giovani dos Santos (Los Angeles Galaxy/USA), Jonathan dos Santos (Los Angeles Galaxy/USA), Marco Fabian (Eintracht Francfort/GER), Jesus Gallardo (Pumas), Andres Guardado (Betis/ESP), Miguel Layun (Séville/ESP)
Attaquants : Jesus Manuel Corona (Porto/POR), Javier Hernandez (West Ham/ENG), Raul Jimenez (Benfica/POR), Hirving Lozano (PSV Eindhoven/NED), Oribe Peralta (America), Carlos Vela (Los Angeles FC/USA)

SUÈDE:
Gardiens: Robin Olsen (FC Copenhague), Kristoffer Nordfeldt (Swansea), Karl-Johan Johnsson (Guingamp)
Défenseurs : Andreas Granqvist (Krasnodar), Victor Lindelöf, (Manchester United), Mikael Lustig (Celtic), Ludwig Augustinsson (Werder Bremen), Pontus Jansson (Leeds), Emil Krafth (Bologne), Filip Helander (Bologne), Martin Olsson (Swansea)
Milieux de terrain : Sebastian Larsson (Hull), Gustav Svensson (Seattle Sounders FC), Albin Ekdal (Hambourg), Emil Forsberg (Leipzig), Viktor Claesson (Krasnodar), Jimmy Durmaz (Toulouse), Marcus Rohdén (Crotone), Oscar Hiljemark (Genoa)
Attaquants : Marcus Berg (Al Ain), John Guidetti (Alaves), Isaac Kiese-Thelin (Waslan Beeveren), Ola Toivonen (Toulouse)

***

GROUPE G
PANAMA:
Gardiens : Jaime Penedo (Dinamo Bucarest), José Calderon (Chorrillo), Alex Rodriguez (San Francisco).
Défenseurs : Felipe Baloy (Municipal), Harold Cummings (San Jose), Éric Davis (Dunajska Streda), Fidel Escobar (New York), Adolfo Machado (Houston), Michael Amir Murillo (New York), Luis Ovalle (Olimpia), Roman Torres (Seattle).
Milieux : Edgar Barcenas (Cafetaleros de Tapachula), Armando Cooper (Universidad de Chile), Anibal Godoy (San Jose), Gabriel Gomez (Atlético Bucaramanga), Valentin Pimentel (Plaza Amador), Alberto Quintero (Universitario), José Luis Rodriguez (La Gantoise).
Attaquants : Abdiel Arroyo (Liga Deportiva Alajuelense), Ismael Diaz (Deportivo La Corogne), Blas Pérez (Municipal), Luis Tejada (Sport Boys), Gabriel Torres (Huachipato).

TUNISIE :
Gardiens de but : Mouez Hassen (Chateauroux), Aymen Mathlouthi (Al Batin), Farouk Ben Mustapha (Al Shabab).
Défenseurs : Hamdi Nagguez (Zamalek), Dylan Bronn (La Gantoise), Rami Bedoui (Etoile du Sahel), Yohan Benalouane (Leicester City), Syam Ben Youssef (Kasimpasa), Yassine Meriah (CS Sfaxien), Oussama Haddadi (Dijon), Ali Maâloul (Al Ahly)
Milieux de terrain : Elyes Skhiri (Montpellier), Mohamed Amine Ben Amor (Al Ahly), Ghilane Chalali (Espérance de Tunis), Ferjani Sassi (Annasr), Ahmed Khalil (Club Africain), Saîf-Eddine Khaoui (Troyes), Wahbi Khazri (Rennes).
Attaquants : Fakhreddine Ben Youssef (Al Ittifak), Anice Badri (Espérance de Tunis), Bassem Srarfi (Nice), Naïm Sliti (Dijon), Saber Khalifa (C.Africain).

BELGIQUE:
Gardiens : Koen Casteels (Wolfsbourg), Thibaut Courtois (Chelsea), Simon Mignolet (Liverpool)
Défenseurs : Toby Alberweild (Tottenham), Dedryck Boyata (Celtic), Vincent Kompany (Manchester City), Thomas Meunier (PSG), Thomas Vermaelen (Barcelone), Jan Vertonghen (Tottenham)
Milieux : Yannick Carrasco (Dalian Yfang), Nacer Chadli (West Bromwich Albion), Kevin De Bruyne (Manchester City), Moussa Dembélé (Tottenham), Dries Mertens (Naples), Youri Tielemans (Monaco), Axel Witsel (Tianjin Quanjian), Leander Dendoncker (Anderlecht), Marouane Fellaini (Manchester United), Thorgan Hazard (Borussia Mönchengladbach), Adnan Januzaj (Real Sociedad)
Attaquants : Michy Batshuayi (Borussia Dortmund), Romelu Lukaku (Manchester United), Eden Hazard (Chelsea)

ANGLETERRE :
Gardiens : Jack Butland (Stoke City), Jordan Pickford (Everton), Nick Pope (Burnley)
Défenseurs : Trent Alexander-Arnold (Liverpool), Gary Cahill (Chelsea), , Phil Jones (Manchester United), Harry Maguire (Leicester), Kevin Trippier (Tottenham), Kyle Walker (Manchester City), John Stones (Manchester City), Danny Rose (Tottenham)
Milieux de terrain : Jordan Henderson (Liverpool), Dele Alli (Tottenham), Eric Dier (Tottenham), Ruben Loftus-Cheek (Crystal Palace), Ashley Young (Manchester United), Fabian Delph (Manchester City)
Attaquants : Harry Kane (Tottenham), Raheem Sterling (Manchester City), Jamie Vardy (Leicester), Danny Welbeck (Arsenal), Marcus Rashford (Manchester United) ; Jesse Lingard (Manchester United)
****

suite à la page(15)

Guatemala : le peuple en deuil !



Le volcan Fuego



Des habitants portent, le 4 juin 2018 Alotenango, à 65 km de la ville de Guatemala, les cercueils de 7 personnes décédées lors de l'éruption du Volcan de feu JOHAN ORDONEZ (AFP)

Dimanche dernier 3 juin peu avant midi, à la suite d'une puissante éruption du volcan de Fuego, situé à environ 50 kilomètres à l'ouest de la capitale guatémaltèque, plus de 69 personnes ont été tuées, calcinées et plus d'une centaine blessées par une pluie de cendres et de roches en fusion.

L'éruption du volcan Fuego, l'un des plus actifs des 37 volcans d'Amérique centrale, s'est élevée à une altitude de 3 763 mètres entre les départements d'Escuintla, Chimaltenango et Sacatepéquez. *« C'est la plus grande éruption depuis 1974, nous avons eu des éruptions constantes, mais pas de cette ampleur, huit kilomètres de lave se sont écoulés »*, a déclaré l'expert de l'Institut national de sismologie et de volcanologie Gustavo Chigna.

Italie : la FSM condamne le meurtre de Soumaila Sacko, migrant et syndicaliste de l'USB !





Soumaila Sacko

La Fédération syndicale mondiale (FSM), qui représente plus de 92 millions de travailleurs dans le monde entier, dénonce avec force le meurtre de Soumaila Sacko, syndicaliste membre de notre affilié italien, l'Unione Sindacale di Base (USB), qui a été tué par balle le 3 juin dernier. Cet assassinat, après celui d'Abdel Salam à Piacenza, un autre travailleur migrant qui avait été tué, s'ajoute tragiquement à une longue série d'actes racistes, xénophobes et anti-syndicaux, déclenchés par les politiques de l'Union européenne et de l'État bourgeois italien. Ce n'est pas un hasard si cet assassinat a eu lieu quelques heures seulement après les déclarations racistes du nouveau ministre italien de l'Intérieur, M. Salvini.

Cette fois, le meurtre de sang-froid de notre frère s'est produit dans les champs de Calabre où plus de 4000 travailleurs migrants vivent et travaillent. Une fois de plus, la FSM déclare que la réponse de classe doit être la lutte commune des travailleurs migrants et des travailleurs italiens contre le système capitaliste qui génère la pauvreté, les guerres et les réfugiés déracinés.

En tant que mouvement international de classe, nous appelons tous les travailleurs migrants à adhérer aux syndicats de classe et à lutter pour un travail et une vie dignes. En même temps, nous soutenons l'appel de l'USB pour une manifestation nationale à Rome, le 16 juin.

La grande famille de la FSM présente ses plus sincères condoléances aux parents, à la famille et aux collègues de notre frère Soumaila Sacko.

Le Secrétariat.

Traduction NK
Solidarité Internationale
4 JUIN 2018

Vous pourrez compter sur Cuba, aujourd'hui et toujours !



Miguel Diaz-Canel Bermudez, président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, recevant l'Ordre des Libérateurs et des Libératrices du Venezuela, à Caracas, le 30 mai 2018 par le président Nicolas Maduro

Discours de remerciements de Miguel Diaz-Canel Bermudez, président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, à l'occasion de la remise de l'Ordre des Libérateurs et des Libératrices du Venezuela, à Caracas, le 30 mai 2018, « Année 60 de la Révolution ».

CAMARADE Nicolas Maduro Moros, président de la République bolivarienne du Venezuela,

Membres des délégations du Venezuela et de Cuba,

C'est avec fierté et déférence que je commencerai à parler, comme disait Marti. Je suis conscient du fait que, ayant été jugé digne de l'Ordre des Libérateurs et des Libératrices du Venezuela, c'est à Cuba et aux Cubains que l'on confère cet honneur immense.

Je le reçois en toute humilité, au nom d'un peuple héroïque et noble, et j'interprète ce geste comme un acte de générosité imméritée à mon égard, et de juste reconnaissance envers le peuple cubain, qui a suivi en écrivant des pages glorieuses et de sacrifices l'appel de Bolivar et Marti à faire une réalité des rêves d'indépendance et de liberté de ces héros.

C'est Bolivar qui a entrevu, depuis cette époque lointaine, la menace que l'impérialisme nord-américain représente pour l'authentique intégration latino-américaine et caribéenne, qui a encore un long chemin à parcourir avant de se concrétiser, mais qui mérite tout le concours de nos efforts.

Le symbolisme de cet Ordre naît de l'importante contribution de nos frères vénézuéliens aux causes les plus nobles de l'humanité, qui ont fait que cette terre soit considérée comme le berceau des révolutions.

Cette décision encourage plus encore notre engagement et notre solidarité à l'égard de ce peuple bolivarien courageux et chaviste, ainsi que notre enthousiasme et notre dévouement à œuvrer pour le meilleur destin de nos nations. Pour ce faire, il nous faut faire avancer les projets de coopération en cours, en identifier de nouveaux et renforcer notre solidarité.

Je ne puis m'empêcher d'évoquer à cette cérémonie le souvenir du commandant en chef de la Révolution cubaine Fidel Castro Ruz, qui a tant admiré et soutenu le processus bolivarien et que vous avez distingué à juste titre de cet honneur ; et aussi le général d'armée Raul Castro Ruz, que vous avez honoré de cette distinction et qui a toujours entretenu un lien de confiance révolutionnaire avec le Venezuela depuis ses premières luttes pour l'émancipation, comme il l'a rappelé lui-même lorsqu'il a été décoré ici-même.

Je rends donc hommage, à eux qui ont conservé une amitié sincère et loyale avec le président Hugo Chavez Frias, qui n'ont jamais cédé ni renoncé à la lutte et qui ont toujours fait confiance à la sagesse des révolutionnaires vénézuéliens pour aller de l'avant, eux qui ont soutenu à tout moment, avec courage et fermeté, leurs idées, leurs convictions et leurs vérités.

Cher Nicolas,

Je tiens à réitérer ma gratitude au peuple et au gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela. Je reçois cette distinction au nom des Cubains, qui sommes solidaires des frères vénézuéliens ; au nom des Cubains qui ont apprécié les succès, le charisme et l'extraordinaire générosité du commandant Chavez et son exemple révolutionnaire indélébile et qui, avec son peuple vénézuélien bien-aimé, ont pleuré sa disparition physique ; au nom des Cubains qui ont apprécié tes victoires, ton talent et ta solidarité face à l'agression et au siège imposé par la droite impérialiste et néolibérale, conscients que l'héritage révolutionnaire est vivant et vibrant au Venezuela.

Je te confirme, sans aucune hésitation que, quelle que soit l'ampleur des difficultés et des défis, vous pourrez compter sur Cuba, aujourd'hui et toujours.

Je vous remercie (Applaudissements).

Granma 1er juin 2018

Pleins feux sur : Elysée Pyronneau et Réginald Benjamin deux guitaristes emblématiques !

Par Ed Rainer Sainvill

Elysée Pyronneau (Port-au-Prince, 1953)

« Un pourvoyeur des coredes tout en accords »

Elysée a eu la difficile tâche de remplacer l'irremplaçable» "Dadou" Pasquet au sein du «Tabou Combo». Il y parvint grâce à sa persistance, son savoir-faire et son expérience acquise. Tout d'abord avec le «Nova Combo» ,un petit groupe de New York, et le «Youth Service Agency» (Y.S.A.), issu d'un centre communautaire de Brooklyn, où il a évolué, faisant montre d'un concept très original ; lorsqu'il fut sollicité par le «Tabou Combo» en 1976. Alors qu'il parachevait ses études au Brooklyn College. De cette formation académique, on retient son phrasé à la fois élaboré et distingué. Mais l'épisode du «Tabou Combo», eut pour effet de le mettre dans la mouvance d'une musique ambiante et débordante. Malgré l'impatience des fans, il finit par imposer son style imagé infusé d'intrépidité qui a débouché sur le *konpa mabouya*. Lequel il a concocté avec Herman Nau. Ce dernier ayant accompli les élaborations rythmiques, alors qu'Elyzée a schématisé les innovations harmoniques. Imprégnées des précieux arrangements de ''Tit ''Pascal.

Ce fut une nouvelle ère pour le groupe, doté cette fois, de son armada cuivrée et des albums, tel: *"l'an X": (The music machine)*, agrémenté d'une couleur rédemptrice et d'une redéfinition musicale. Entamant le début de l'épopée des "Supers Stars", après le règne des "Masters" avec "Dadou". Pour s'imposer durant plus de deux décennies, au cours desquelles il a infusé sa singularité dans l'une des plus dominantes sonorités du terroir ; tout en trônant aussi en dehors des frontières locales. Et s'attelant à donner le meilleur de lui-même, dans une quinzaine d'albums, comprenant des tubes tels: *Light is coming your way, Bese ba, Hommage à Nemours, Bolero jouk li jou, Juicy lucy, Se konsa se konsa, Pataje, Aux Antilles, Konpa m se pam, Zap zap* et tant d'autres.

Il a aussi connu des périodes de vaches maigres et d'incertitudes avec le groupe, comme ce moment de frustration de n'avoir pas été supporté par ses partenaires du T.C, lorsqu'il fit l'offrande cet album *en solo,* qui déboucha sur un échec. Homme spirituel, il n'a point de problème à concilier sa vie d'artiste avec sa foi chrétienne, puisqu'il prie avant chaque représentation. Intransigeant et patriote progressiste, il fut le seul au sein du groupe, qui n'était pas d'accord pour aller se produire en Haïti, durant le règne du coup d'Etat sanguinaire de R. Cédras et Michel ''sweet micky' François. Guitariste étiqueté il peut tout aussi mettre à nu son toucher *pop*, florissant et exhiber ses capacités "classiques". En plus d'être accrédité de s'implanter comme l'un des plus marquants guitaristes de la musique contemporaine. Aujourd'hui encore, alors que le « T.C » célèbre l'exploit de son cinquantième anniversaire, l'écho des cordes pincées de Pyronneau domine l'avant-garde du groupe.

D'autant que ses remplaçants successifs au « Tabou » n'ont jamais eu d'autre choix que s'aligner sur ses *''riffs"* gorgés d'eurythmie, tout en accords et parfois ''*off-tempo*", pour pouvoir être dans le coup. En apportant son jeu aux confins d'autres groupes. Voilà comment se pérennise le style **''pyronnien"**, chaque fois qu'on entend un opus d'un ensemble en vogue. Même s'il a pris du recul avec le « Tabou » et la musique ambiante, pour faire un peu de vide par rapport à ce que furent vingt années d'aventures



Elysée Pyronneau

excitantes. A part quelques prestations intermittentes, comme cette performance à **''La nuit des guitares"** en Haïti au début du millénaire. Certifiant de sa capacité et sa dextérité. Depuis, c'est le néant sur la suite de sa carrière. Cependant, Elysée restera le guitariste du second souffle et le plus marquant du «Tabou Combo», malgré "Dadou" Pasquet.

Réginald Benjamin (Port-au-Prince, 1954)

«Un garnisseur calqué»

Réginald pour sa part s'est finalement imposé parmi les guitaristes les plus calqués de la musique de danse urbaine, au cours du dernier quart du siècle passé. C'est sous l'expertise de son cousin Jean Claude Aubain, guitariste inspiré de « La Flèche d'Or » de Wébert Sicot qu'il apprit les fondamentaux de la guitare. Eventuellement, son flair pour cet instrument lui valut d'être sollicité dans de brèves collaborations avec : « Super Magic », le groupe de René Massac, l' « Orchestre de Raymond Sicot » démontrant ses grandes possibilités de guitariste explorateur. Suivi d'un *''stint"* avec le groupe «Afro Combo». Avant de faire sa marque avec «Les Frères Déjean», qui le révèlent vraiment au grand public. Guitariste au phrasé feutré, imprégné d'une touche à la fois mélodieuse et rythmique.

Son style connut cependant une profonde mutation avec la complicité de "Tipolis" Nozile, au comble d'une fructueuse association au sein des «Frères Déjean»; lui ayant ainsi permis d'atteindre des accords et improvisations osés. C'est cette touche qui a fait l'originalité du «System Band» dont il fut un membre fondateur, sur les traces des ''Déjean" avec lequel il a évolué durant plus de vingt ans en tandem avec Ronald Smith un autre guitariste imprégné de la science des cordes, dans un partnership très fructueux. Il raconte :*"Avec ''tipolis", on ruait dans les remparts comme deux solistes au même style, qui se bousculaient. Tandis que avec Ronald, ce sont deux tendances différentes, avec son approche "funky", et mon élaboration personnelle, on était tout à fait complémentaires.1*

S'imposant comme l'un des fers de lance de cet ensemble, avec un son fécond, tout en glissandos, que les fans baptisèrent de ''*konpa / makyavel / syromyel/karamyel*". Même si on se perd à travers les méandres des similarités, avec un jeu émaillé de modernisme. Cependant, le phrasé de Réginald est marqué d'une touche de pic, avec lequel il fait pivoter les accords pour faire ressortir cette fluidité dans des nuances singulières. Propulsant ce *''groove"* si dominant, dont il s'est avéré difficile de ne pas trouver un groupe de la musique d'ambiance, au cours des deux dernières décades et comptant, qui ne s'est pas servi de ses estampilles. Au début de ce nouveau siècle, en conflit avec la direction du « System », Réginald et Ronald avaient plié bagage pour former le groupe « Rolls Royce », d'existence éphémère.

Après cette fugue, il renoua avec un « System » en fin de cycle. A cette étape, ses cordes exaltées restent les seuls atouts du groupe et ses "riffs" le modèle à suivre. Et le morceau ''*kumbèlann'"* vint pour le rappeler, en l'apparentant à une génératrice qui alimente les sonorités dominantes ; et percute dans la conscience collective des groupes périphériques du *konpa*. Lesquels ont utilisé sa marque distinctive pour maintenir le cap. Subséquemment, il devint le leader du groupe « New System », composé de 90% des membres originaux qui se sont révoltés contre la direction du « System Band ».Avant de renouer avec son maestro I. Douby dans un « S. B » disloqué. En attendant, R.P continue sa marche, tout en restant un approvisionneur harmonique très demandé. Devenant un guitariste plus élaboré, dans sa mutation vers un jeu éclectique. Tout en maintenant sa trajectoire d'un musicien très copié dans la musique *konpa*, sur les traces du pionnier Raymond Gaspard, du légendaire Toto Duval et l'élaborateur Serge Rosenthal entre autres.



Réginald Benjamin

1-Extrait d'un entretien avec l'auteur.

Suite de la page (6)

Ayiti gen mwens pase 3% kouvèti foresyè a se yon pawòl non sèlman pou moutre peyi a se yon dezè, yon fason pou jistifye tout vye politik ekstraktivis tankou eksplwatasyon min. Konsa tou, done sa moutre n sitiyasyon malouk peyi a tonbe a se rezilta aplikasyon politik kolonyal Leta ap aplike nan peyi a depi lè yo te fin asasinen Desalin nan.

Malgre atik 253 konstitisyon peyi a di Anviwonman se kad pou lavi boujonnen, Leta ayisyen pa sispann aplike politik ekstraktif yo, kote jounen jodi a gen plis pase 11% nan teritwa ki nan men konpayi miltinasyonal tout plim tout plimay ki vin fè biznis, ki pa sousye sou lavi moun, bèt, pyebwa, tè elatriye.

Sa moutre aklè, pwojè eksplwatasyon min Leta gen pou peyi a se ekspresyon mepri yo pou klas moun yo fè pi pòv yo, ki gen sèl Ayiti kòm refij yo, ekspresyon mepri yo pou anviwonnman, pou dlo, lasante, lamanjay,elatriye.

Nan sans sa, Kolektif Jistis Min (KJM) a soufle lanbi konsyans peyizan, klas moun ki pi pòv, òganizasyon popilè yo sou malè pandye pwojè kolonyal sa ki vini pou detui lavi yo.

Wi ak lavi, Non ak Eksplwatasyon min !!!

Oganizasyon ki siyen pou Kolektif la :
BATAY OUVRIYE
CE-JILAP
GARR
MODEP
PAPDA
POHDH
TET KOLE Ti Peyizan Ayisyen
Pou Otantifikasyon :
Franndy LESPERANCE
Kòdonatè Teknik
Peterson DEROLUS
Kòdonatè teknik Adjwen

Suite de la page (20)

Défenseurs : Diego Godin (32 ans, Atlético de Madrid), Sebastian Coates (27 ans, Sporting Portugal), Jose Maria Gimenez (23 ans, Atlético de Madrid), Maximiliano Pereira (33 ans, FC Porto), Gaston Silva (24 ans, Independiente), Martin Caceres (31 ans, Lazio Rome), Guillermo Varela (25 ans, Penarol).

Milieux : Nahitan Nandez (22 ans, Boca Juniors), Lucas Torreira (22 ans, Sampdoria Gênes), Matias Vecino (26 ans, Inter Milan), Rodrigo Bentancur (20 ans, Juventus Turin), Carlos Sanchez (33 ans, Monterrey).

Attaquants : Giorgian De Arrascaeta (23 ans, Cruzeiro), Diego Laxalt (25 ans, Genoa), Cristian Rodriguez (32 ans, Penarol), Jonathan Urretaviscaya (28 ans, Monterrey), Christian Stuani (31 ans, Gérone), Maximiliano Gomez (21 ans, Celta Vigo), Edinson Cavani (31 ans, Paris SG), Luis Suarez (31 ans, FC Barcelone).

ÉGYPTE :

Gardiens : Essam El-Hadary (Al Taawoun), Mohamed El-Shennawy (Al Ahly), Sherif Ekramy (Al Ahly).

Défenseurs : Ahmed Fathi (Al Ahly), Saad Samir (Al Ahly), Ayman Ashraf (Al Ahly), Mohamed AbdelShafy (Al Fath), Ahmed Hegazi (West Brom), Ali Gabr (West Brom), Ahmed Elmohamady (Aston Villa), Omar Gaber (LAFC), Mahmoud Hamdy El-Wensh (Zamalek).

Milieux : Tarek Hamed (Zamalek), Mahmoud Abdel-Razik Shikabala (Al Raed), Abdallah El-Said (Al Ahli), Sam Morsy (Wigan), Mohamed Elneny (Arsenal), Mahmoud Kahraba (Ittihad), Ramadan Sobhi (Stoke City), Mahmoud Trezeguet (Kasimpasa), Amr Warda (Atromitos).

Attaquants : Marwan Mohsen (Al Ahly), Mohamed Salah (Liverpool).

***

GROUPE B

MAROC :

Gardiens : Mounir El Kajoui (CD Numancia, ESP), Yassine Bounou (Girona FC, ESP), Ahmad Reda Tagnaouti (IRT, MAR).

Défenseurs : Mehdi Benatia (Juventus, ITA), Romain Saiss (Wolverhampton, ANG), Manuel Da Costa (Basaksehir, TUR), Badr Benoun (RCA, MAR), Nabil Dirar (Fenerbahçe, TUR), Achraf Hakimi (Real Madrid, ESP), Hamza Mendyl (LOSC, FRA).

Milieux : M'barek Boussoufa (Al Jazira, EAU), Karim El Ahmadi (Feyenoord, HOL), Youssef Ait Bennasser (Caen, FRA), Sofyan Amrabat (Feyenoord, HOL), Younès Belhanda (Galatasaray, TUR), Fayçal Fajr (Getafe, ESP), Amine Harit (Schalke 04, ALL).

Attaquants : Khalid Boutaïb (Malatyaspor, TUR), Aziz Bouhaddouz (Saint Pauli, ALL), Ayoub El Kaabi (RSB, MAR), Nordin Amrabat (Leganés, ESP), Mehdi Carcela (Standard de Liège, BEL), Hakim Ziyech (Ajax Amsterdam, HOL).

IRAN :

Gardiens : Beirandvand (Persepolis), Mazaheri (Zob Ahan), Abdezadeh (Maritimo/POR) ;

Défenseurs : Haji Safi (Olympiacos/GRE), Cheshmi (Esteghlal), Mohammadi (Akhmat Grozny/RUS), Pouraliganji (Al Sadd/QAT), Khandzadeh (Padideh), Montazeri (Esteghlal), Hosseini (Esteghlal), Rezaeian (Oostende/BEL) ;

Milieux : Torabi (Saipa), Ezatolahi (Amkar Perm/RUS), Shojaei (AEK Athènes/GRE), Ebrahimi (Esteghlal), Amiri (Persepolis) ;

Attaquants : Ansarifard (Olympiacos/GRE), Ghoddos (Östersund/SUE), Ghoochannejhad (Heerenveen/P-B), Taremi (Al Gharafa/QAT), Jahanbakhsh (AZ/P-B), Azmoun (Rubin Kazan/RUS), Dejagah (Nottingham Forest/ANG).

ESPAGNE :

Gardiens : De Gea (Manchester United), Reina (Naples), Kepa (Athletic Bilbao).

Défenseurs : Carvajal (Real Madrid), Ordriozola (Real Sociedad), Piqué (FC Barcelone), Ramos (Real Madrid), Nacho (Real Madrid), Azpilicueta (Chelsea), Alba (FC Barcelone), Monreal (Arsenal).

Milieux : Busquets (FC Barcelone), Saul Niguez (Atlético de Madrid), Koke (Atlético de Madrid), Thiago Alcantara (Bayern Munich), Iniesta (FC Barcelone), David Silva (Manchester City).

Attaquants : Isco (Real Madrid), Asensio (Real Madrid), Vazquez (Real Madrid), Aspas (Celta Vigo), Rodrigo Moreno (Valence FC), Diego Costa (Atlético de Madrid).

PORTUGAL :

Gardiens : Anthony Lopes (Lyon), Beto (Goztepe), Rui Patrício (Sporting)

Défenseurs : Bruno Alves (Rangers), Cédric Soares (Southampton), José Fonte (Dalian Yifang), Mário Rui (Naples/ITA), Pepe (Besiktas), Raphael Guerreiro (Dortmund), Ricardo Pereira (FC Porto), Rúben Dias (Benfica)

Milieux : Adrien Silva (Leicester), Bruno Fernandes (Sporting), João Mário (West Ham), João Moutinho (Monaco), Manuel Fernandes (Lokomotiv), William Carvalho (Sporting)

Attaquants : André Silva (AC Milan), Bernardo Silva (Manchester City), Cristiano Ronaldo (Real Madrid), Gelson Martins (Sporting), Gonçalo Guedes (Valence), Ricardo Quaresma (Besiktas)

****

GROUPE C

FRANCE :

Gardiens : Hugo Lloris (Tottenham), Steve Mandanda (OM), Alphonse Aréola (PSG).

Défenseurs : Raphaël Varane (Real Madrid), Samuel Umtiti (FC Barcelone), Presnel Kimpembe (PSG), Djibril Sidibé (AS Monaco), Benjamin Mendy (Manchester City), Lucas Hernandez (Atletico Madrid), Adil Rami (OM) Benjamin Pavard (VFB Suttgart)

Milieux : Paul Pogba (Manchester United), N'Golo Kanté (Chelsea), Blaise Matuidi (Juventus Turin), Corentin Tolisso (Bayern Munich), Steven N'Zonzi (FC Séville)

Attaquants : Olivier Giroud (Chelsea), Antoine Griezmann (Atletico Madrid), Kylian M'Bappé (PSG), Ousmane Dembelé (FC Barcelone), Florian Thauvin (OM), Nabil Fekir (OL). Thomas Lemar (AS Monaco)

AUSTRALIE:

Gardiens : Brad Jones (Feyenoord), Mathew Ryan (Brighton & Hove Albion), Danny Vukovic (KRC Genk)

Défenseurs : Aziz Behich (Bursaspor), Milos Degenek (Yokohama F. Marinos), Matthew Jurman (Suwon Samsung Blue Wings), James Meredith (Millwall), Josh Risdon (Western Sydney), Trent Sainsbury (Grasshopper Zurich)

Milieux : Joshua Brillante (Sydney), Jackson Irvine (Hull City), Mile Jedinak (Aston Villa), Robbie Kruse (VfL Bochum), Massimo Luongo (Queens Park Rangers), Mark Milligan (Al Ahli), Aaron Mooy (Huddersfield Town), Tom Rogic (Celtic)

Attaquants : Daniel Arzani (Melbourne City), Tim Cahill (Millwall), Tomi Juric (Luzern), Mathew Leckie (Hertha Berlin), Andrew Nabbout (Urawa Red Diamonds), Dimitri Petratos (Newcastle Jets)

PÉROU :

Gardiens : Pedro Gallese (Veracruz/MEX), José Carvallo (UTC), Carlos Cáceda (Municipal)

Défenseurs : Luis Advíncula (Lobos/MEX), Miguel Araujo (Alianza Lima), Aldo Corzo (Universitario), Nilson Loyola (Melgar), Christian Ramos (Veracruz/MEX), Alberto Rodríguez (Junior/COL), Anderson Santamaría (Puebla/MEX), Miguel Trauco (FlamANGo/BRA)

Milieux : Pedro Aquino (Lobos/MEX), Wilmer Cartagena (Veracruz/MEX), Christian Cueva (Sao Paulo/BRA), Edison Flores (Aalborg BK/DAN), Paolo Hurtado (Vitória Guimaraes/POR), Andy Polo (Portland Timbers/USA), Renato Tapia (Feyernoord/HOL), Yoshimar Yotún (Orlando City/USA)

Attaquants : André Carrillo (Watford/ANG), Raúl Ruidíaz (Morelia/MEX), Jefferson Farfán (Lokomotiv/RUS), Paolo Guerrero (FlamANGo/BRA)

DANEMARK:

Gardiens : Kasper Schmeichel (Leicester City), Frederik Rönnow (Brondby IF) Jonas Lössl (Huddersfield Town).

Défenseurs : Simon Kjaer (Sevilla), Mathias Jorgensen (Huddersfield Town), Andreas Christensen (Chelsea), Jens Stryger Larsen (Udinese), Jannik Vestergaard (Borussia Mönchengladbach), Henrik Dalsgaard (Brentford FC) Jonas Knudsen (Ipswich Town)

Milieux : Christian Eriksen (Tottenham Hotspur), Thomas Delaney (Werder Bremen), William Kvist (FC Copenhague), Lasse Schöne (Ajax), Lukas Lerager (Bordeaux) Michael Krohn-Dehli (Deportivo La Corogne).

Attaquants : Nicolai Jørgensen (Feyenoord), Andreas Cornelius (Atalanta), Pione Sisto (Celta de Vigo), Viktor Fischer (FC Copenhague), Yussuf Poulsen (RB Leipzig), Martin Braithwaite (Bordeaux) Kasper Dolberg (Ajax)

***

GROUPE D

CROATIE :

Gardiens : Danijel Subasic (Monaco/FRA), Lovre Kalinic (La Gantoise/BEL), Dominik Livakovic (Dinamo Zagreb/CRO).

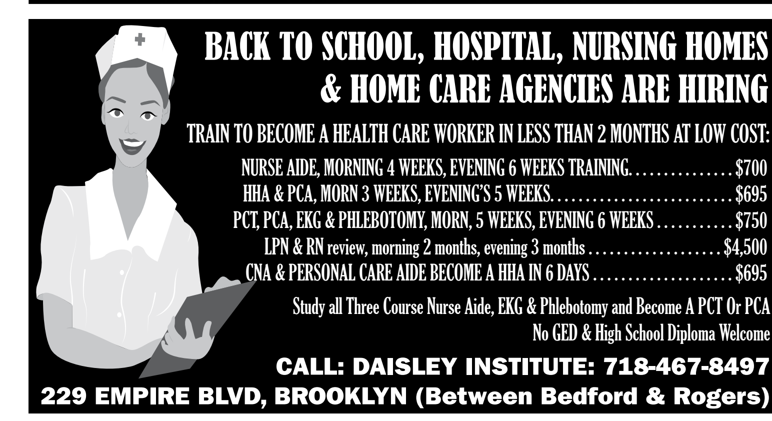
Défenseurs : Vedran Corluka (Lokomotiv Moscou/RUS), Domagoj Vida (Besiktas/TUR), Ivan Strinic (Sampdoria/ITA), Dejan Lovren (Liverpool/ANG), Sime Vrsaljko (Atlético/ESP), Josip Pivaric (Dynamo Kiev/UKR), Tin Jedvaj (Bayer Leverkusen/GER), Matej Mitrovic (Club Brugge/BEL), Duje Caleta-Car (Salzbourg/AUT**)**.

Milieux : Luka Modric (Real Madrid/ESP), Ivan Rakitic (FC Barcelone/ESP), Mateo Kovacic (Real Madrid/ESP), Milan Badelj (Fiorentina/ITA), Marcelo Brozovic (Inter/ITA), Filip Bradaric (Rijeka/CRO).

suite à la page(16)







Coupe du monde 2018 : la liste des 23 joueurs des 32 pays qualifiés !


Russie


Brésil


Iran

La liste officielle des 23 joueurs des 32 pays qui participeront à la Coupe du Monde 2018 de football qui aura lieu en Russie du 14 juin au 15 juillet 2018.

Les sélectionneurs des 32 nations qualifiées ont communiqué à la Fifa les listes définitives de 23 joueurs retenus. Découvrez les 736 joueurs qui disputeront le Mondial en Russie.

GROUPE A

RUSSIE :

Gardiens : Igor Akinfeïev (CSKA Moscou), Vladimir Gabulov (Club Bruges), Andreï Lunev (Zénith Saint-Pétersbourg).

Défenseurs : Sergeï Ignachevitch (CSKA Moscou), Igor Smolnikov (Zénith Saint-Pétersbourg), Fiodor Koudriachov (Rubin Kazan), Vladimir Granat (Rubin Kazan), Andreï Semionov (Akhmat Grozny), Ilia Koupetov (Spartak Moscou), Mario Fernandes (CSKA Moscou).

Milieux : Youri Zhirkov (Zénith Saint-Pétersbourg), Alan Dzagoïev (CSKA Moscou), Alexandre Samedov (Spartak Moscou), Alexandre Golovine (CSKA Moscou), Alexandre Ierokhine (Zénith Saint-Pétersbourg), Denis Cherichev (Villarreal), Roman Zobnine (Spartak Moscou), Youri Gazinsky (Krasnodar), Daler Kuziaev (Zénith Saint-Pétersbourg), Anton Mirantchouk (Lokomotiv Moscou).

Attaquants : Fiodor Smolov (Krasnodar), Artem Dziuba (Arsenal Tula), Alexeï Mirantchouk (Lokomotiv Moscou)

ARABIE SAOUDITE

Gardiens : Mohammed Al-Owais (Al-Ahli), Yasser Al Mosailem (Al-Ahli), Abdullah Al-Mayouf (Al-Hilal)

Défenseurs : Mansoor Al-Harbi (Al-Ahli), Yasser Al-Shahrani (Al-Hilal) Mohammed Al-Breik (Al-Hilal), Motaz Hawsawi (Al-Ahli), Osama Hawsawi (Al-Hilal), Omar Hawsawi (Al-Nassr), Ali Al-Bulaihi (Al-Hilal)


Egypte

Milieux : Abdullah Al-Khaibari (Al-Shabab), Abdulmalek Al-Khaibri (Al-Hilal), Abdullah Otayf (Al-Hilal), Taiseer Al-Jassim (Al-Ahli), Houssain Al-Mogahwi (Al-Ahli), Salman Al-Faraj (Am-Hilal), Mohamed Kanno (Al-Hilal), Hattan Bahebri (Al-Shabab), Salem Al-Dawsari (Al-Hilal), Yahya Al-Shehri (Al-Nassr)

Attaquants : Fahad Al-Muwallad (Al-Ittihad), Mohammad Al-Sahlawi (Al-Nassr), Muhannad Assiri (Al-Ahli)

URUGUAY:

Gardiens : Fernando Muslera (31 ans, Galatasaray), Martin Silva (35 ans, Vasco de Gama), Martin Campana (28 ans, Independiente).

suite à la page(19)